

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE ET
RENFORCEMENT DU CARACTÈRE SOCIAL DE L'ÉTAT

Les deux piliers de la politique socio- économique de l'Algérie

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a livré, hier à Alger, sa vision et sa feuille de route pour les années à venir, articulée autour de deux piliers essentiels : la poursuite des efforts pour la relance et la diversification de l'économie nationale, et le renforcement du caractère social de l'État. Cette orientation s'inscrit dans la continuité du projet de renouveau prôné par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. P 3



HYDROCARBURES, MINES,
ÉNERGIE ET ENR

**L'AiIB s'engage à
accompagner l'Algérie
dans ses futurs
projets**

Une délégation de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB), conduite par son président Jin Liqun, a effectué une visite de travail en Algérie, marquée par plusieurs rencontres de haut niveau avec les responsables du secteur de l'énergie et des mines. L'objectif : examiner les voies et moyens de renforcer la coopération entre l'Algérie et cette institution financière internationale à travers le financement de projets structurants dans des domaines à fort potentiel économique.

P 2

PLF 2026

**Priorité à
l'investissement et
aux grands projets**

Présenté dans un contexte mondial incertain, le projet de loi de finances 2026 se veut à la fois un outil de stabilité macroéconomique et un instrument de relance de l'investissement productif. Avec une enveloppe globale de 17 000 milliards de dinars, ce projet traduit la volonté de l'État d'allier rigueur budgétaire, équité sociale et modernisation de la gestion publique. Cette vision triennale (2026-2028) a pour objectif de consolider la croissance, de préserver le pouvoir d'achat et de soutenir durablement la diversification économique et la création de richesse.

P 3

SÉCURITÉ HYDRIQUE

**Trois stations de
dessalement en renfort**

Le Conseil des ministres, réuni dimanche sous la présidence du chef de l'État, M. Abdelmadjid Tebboune, a franchi une nouvelle étape dans la stratégie nationale de sécurisation de l'approvisionnement en eau potable. Lors de cette réunion, le Conseil a approuvé la localisation de trois nouvelles stations de dessalement de l'eau de mer dans les wilayas de Chlef, Mostaganem et Tlemcen, chacune d'une capacité de 300.000 mètres cubes par jour.

P 3

9^e SALON INTERNATIONAL REVADE
DU 25 AU 27 OCTOBRE À ALGER

**Valoriser les ressources
pour un développement
durable en Afrique** P 2

HYDROCARBURES

**La société Bonatti veut
renforcer sa présence en
Algérie** P 3

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

**Lancement de la
Bibliothèque numérique
universitaire** P 5

9^e SALON
INTERNATIONAL REVADE
DU 25 AU 27 OCTOBRE
À ALGER
**Valoriser les
ressources pour un
développement
durable en Afrique**

Par S R.

Sous le patronage conjoint du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national et du ministère de l'Environnement et de la Qualité de vie, la neuvième édition du Salon international de la récupération et de la valorisation des déchets (REVADE) se tiendra du 25 au 27 octobre 2025 au Palais des expositions des Pins maritimes à Alger. Placée sous le thème « Valorisation des ressources en Afrique : perspectives de développement durable », cette édition est organisée par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) en collaboration avec l'Agence nationale des déchets (AND). En effet le REVADE s'impose désormais comme un espace de référence réunissant les acteurs publics et privés engagés dans la transition écologique et la gestion durable des ressources. Cette édition mettra particulièrement l'accent sur les opportunités offertes par la valorisation des déchets en Afrique, un secteur stratégique à fort potentiel d'investissement et de création d'emplois verts. Le salon constituera une plateforme d'échanges et de partenariats entre institutions, entreprises, start-up et experts spécialisés dans la collecte, le transport, le tri, le traitement et la valorisation des déchets. Il permettra aux participants de découvrir les dernières innovations technologiques et les solutions intelligentes dans les domaines du recyclage, de la gestion intégrée et de la conversion énergétique des déchets. En outre, cet événement se veut un levier pour le développement de l'économie circulaire en Algérie, à travers la promotion de pratiques industrielles durables, la diffusion de technologies propres et la stimulation de l'investissement privé dans la filière verte. Les organisateurs soulignent que cette manifestation sera aussi l'occasion de renforcer la coopération entre les secteurs public et privé, en vue de construire une stratégie nationale intégrée de gestion des déchets, fondée sur l'innovation, la concertation et la durabilité.

HYDROCARBURES, MINES, ÉNERGIE ET ENR

L'AIIIB s'engage à accompagner l'Algérie dans ses futurs projets

Une délégation de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB), conduite par son président Jin Liqun, a effectué une visite de travail en Algérie, marquée par plusieurs rencontres de haut niveau avec les responsables du secteur de l'énergie et des mines. L'objectif : examiner les voies et moyens de renforcer la coopération entre l'Algérie et cette institution financière internationale à travers le financement de projets structurants dans des domaines à fort potentiel économique.

Par Selma R.

Lors de sa rencontre avec le ministre d'Etat, ministre des hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, la délégation de l'AIIIB a passé en revue les perspectives de coopération dans des secteurs jugés stratégiques, notamment les hydrocarbures, les mines, le dessalement de l'eau de mer et les infrastructures industrielles. Le ministre a présenté, à cette occasion, les grands programmes de développement engagés par l'Algérie, ainsi que les réformes juridiques et réglementaires mises en œuvre pour attirer les investissements étrangers. M. Arkab a également mis en avant les efforts du pays pour diversifier son économie, valoriser ses ressources naturelles et renforcer la transformation industrielle, tout en intégrant la dimension environnementale et énergétique. Il a notamment cité plusieurs projets d'envergure en cours de réalisation, tels que la mine de fer de Gara Djebilet, le projet intégré du phosphate, l'exploitation du zinc et du plomb, ainsi que les stations de dessalement d'eau de mer. Pour le ministre, la coopération avec l'AIIIB représente « un levier important pour accompagner la dynamique de développement que connaît l'Algérie ».

Pour sa part, le président de l'AIIIB, Jin Liqun, a rappelé que l'Algérie figure parmi les premiers pays à avoir rejoint la Banque depuis sa création en 2015. Basée à Pékin, cette institution compte aujourd'hui 105 États membres et dispose d'un capital de 100 milliards de dollars américains. Elle finance de grands projets d'infrastructures dans les domaines de l'énergie, des transports, des énergies renouvelables et du développement durable, avec plusieurs réalisations en Asie et en Afrique. Le président de la Banque a salué la vision claire de l'Algérie en matière de développement des secteurs des hydrocarbures et des mines, réaffirmant la volonté de l'AIIIB « d'accompagner l'Algérie dans ses futurs projets structurants ».

Focus sur la transition énergétique

Le président de l'AIIIB a également été reçu par le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal. Ce dernier a présenté les grands projets en cours, notamment le programme national des énergies renouvelables, qui prévoit la mise en place d'une capacité installée de 15 000 MW, dont 3 200 MW d'énergie solaire photovoltaïque déjà en cours de réalisation dans 14 wilayas du pays.

Le ministre a mis en avant les efforts de l'Algérie pour réussir sa transition énergétique à travers le développement de filières émergentes comme l'hydrogène vert, l'énergie éolienne et hydraulique, en complément de l'exploitation rationnelle des ressources fossiles. « L'Algérie s'impose comme un partenaire économique fiable et un acteur essentiel dans la sécurité énergétique régionale et mondiale », a souligné Dr Adjal, insistant sur la nécessité d'un accompagnement international pour la réussite du programme national de diversification énergétique. La Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures ambitionne de renforcer sa présence dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, en finançant des projets liés aux technologies propres, à l'eau et à l'énergie verte. Elle a déjà contribué à plusieurs projets en Afrique, notamment en Égypte, au Kenya, en Éthiopie et en Côte d'Ivoire. La visite de la délégation de l'AIIIB en Algérie traduit donc une convergence d'intérêts : d'un côté, une volonté nationale d'accélérer la transformation économique et énergétique du pays ; de l'autre, un engagement de la Banque à soutenir des projets à forte valeur ajoutée économique et environnementale.

APPROVISIONNEMENT DE L'UE EN GNL AU 3^e TRIMESTRE 2025

1,39 million de tonnes d'exportations algériennes

Par M. A.

L'Algérie a réussi à préserver sa place parmi les principaux partenaires énergétiques de l'Union européenne, et ce malgré un contexte mondial marqué par de profondes mutations dans le commerce du gaz naturel liquéfié (GNL). Selon le dernier rapport de la plateforme spécialisée « At-taqa.net », le pays se maintient au quatrième rang des fournisseurs de GNL de l'UE au troisième trimestre 2025, avec un volume exporté de 1,39 million de tonnes. La stabilité de l'offre algérienne et la fiabilité de l'Algérie en tant que partenaire énergétique de l'Europe sont confirmées par sa performance dans un marché dominé par la forte progression des exportations américaines et le recul des flux russes et qataris. En effet, comparativement à la même période en 2024, les exportations de GNL algérien n'ont enregistré qu'un léger recul de 5,5 %. Ce taux de baisse est nettement inférieur à celui de la plupart de ses concurrents directs, soulignant sa résilience face aux mutations du marché.

Sur le plan global, le rapport met en lumière une hausse de 34 % des importations européennes de GNL, atteignant 23,53 millions de tonnes au troisième trimestre 2025, contre 17,55 millions à la même période de 2024. Cette dynamique s'inscrit dans la stratégie européenne de diversification des sources d'approvisionnement, amorcée depuis la crise énergétique consécutive au conflit en Ukraine. Les États-Unis confirment leur domination sur le marché européen, avec 14,55 millions de tonnes exportées au troisième trimestre, soit une hausse spectaculaire de 107 % sur un an. Ils représentent désormais 61,8 % du total des importations européennes de GNL. La Russie, pour sa part, voit ses exportations chuter de 30,2 % à 2,54 millions de tonnes, tandis que le Qatar enregistre une baisse encore plus marquée de 34 %, à 1,45 million de tonnes. Seul le Nigéria affiche une légère progression de 11,5 %, atteignant 1,07 million de tonnes. Dans ce contexte de recomposition rapide du marché, l'Algérie se distingue par la constance

de ses livraisons et par son ancrage stratégique dans le bassin méditerranéen, qui en fait un fournisseur naturel de l'Europe. Sa part dans les importations européennes de GNL s'établit à 6 %, proche de celle du Qatar (6,1 %), traduisant le poids croissant du GNL algérien dans l'équilibre énergétique continental. Le rapport rappelle également que l'Union européenne envisage de bannir totalement le GNL russe d'ici 2027, une mesure encore en discussion au Parlement européen et au Conseil de l'UE. Cette perspective pourrait offrir à l'Algérie une opportunité de renforcer sa présence sur le marché européen, notamment à travers l'augmentation de ses capacités de liquéfaction et l'optimisation de ses terminaux d'exportation. En neuf mois, les importations totales de GNL de l'Union européenne ont atteint 76,3 millions de tonnes, soit une hausse de 22 % par rapport à la même période de 2024. Ces chiffres confirment la montée en puissance du GNL dans la stratégie énergétique du Vieux Continent et la place singulière qu'y occupe l'Algérie, fidèle à son rôle historique de fournisseur fiable et proche.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE ET RENFORCEMENT
DU CARACTÈRE SOCIAL DE L’ETAT

Les deux piliers de la politique
socio-économique de l’Algérie

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a livré, hier à Alger, sa vision et sa feuille de route pour les années à venir, articulée autour de deux piliers essentiels : la poursuite des efforts pour la relance et la diversification de l’économie nationale, et le renforcement du caractère social de l’État. Cette orientation s’inscrit dans la continuité du projet de renouveau prôné par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Par Sirine R.

Intervenant au Palais des Nations lors de l’ouverture de la première assemblée générale du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), consacrée à l’installation des membres de la mandature 2025-2029, le Premier ministre a appelé cette institution à formuler des propositions concrètes afin d’enrichir le processus d’élaboration des politiques publiques et d’accompagner les réformes économiques engagées. M. Ghrieb a souligné que le CNESE, fort de la diversité de ses membres et de leur expertise, s’impose comme un espace consultatif et prospectif «par excellence», visant à soutenir les pouvoirs publics dans l’élaboration et l’évaluation des politiques publiques à travers «des avis scientifiques basés sur l’étude et l’analyse», a-t-il ajouté. Dans ce cadre, M. Ghrieb a souligné que le renforcement du rôle du Conseil dans l’élaboration et l’évaluation des politiques publiques constitue un choix réfléchi pour accompagner les mutations nationales et relever les défis majeurs induits par la conjoncture géopolitique mondiale et les transformations économiques internationales. Le Premier ministre s’est dit confiant que le Conseil, dans sa nouvelle com-

position, sera «une force de proposition et une boussole prospective pour accompagner les réformes nationales et soutenir les efforts visant à bâtir une économie nationale solide, diversifiée et durable». Il a mis en avant l’importance du dialogue social, de la concertation élargie et de la mobilisation des compétences nationales pour construire une économie forte, diversifiée et durable. Le Premier ministre a insisté sur la nécessité d’adapter le modèle économique aux mutations mondiales, en consolidant la transparence, la bonne gouvernance, la promotion de l’innovation et la valorisation du capital humain. Il a également mis l’accent sur la transition vers une économie verte, un levier stratégique pour la durabilité du développement. Abordant le second pilier de sa feuille de route, Sifi Ghrieb a rappelé que le renforcement du caractère social de l’État demeure une priorité absolue. Il a cité les efforts continus des pouvoirs publics pour améliorer le système de santé, l’éducation, le logement et la protection du pouvoir d’achat, tout en veillant à préserver la cohésion nationale. Le chef du gouvernement a également mis en lumière les avancées réalisées dans plusieurs secteurs clés, notamment l’industrie, l’énergie et l’agricul-

ture, témoignant d’une dynamique nationale « exceptionnelle » visant à accroître la résilience de l’économie et à diversifier les sources de croissance. Pour conclure, Sifi Ghrieb a réaffirmé la détermination du gouvernement à poursuivre la mise en œuvre des réformes structurelles initiées sous la direction du président de la République. Il a exhorté l’ensemble des institutions à travailler dans un esprit de concertation et de responsabilité collective afin de faire du modèle algérien de développement un exemple d’équilibre entre performance économique et justice sociale. Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Ghrieb a présidé au Palais des Nations (Alger), les travaux de la première Assemblée générale (AG) du CNESE, consacrée à l’installation des membres du Conseil pour le mandat 2025-2029, en présence de membres du Gouvernement, de responsables d’institutions et d’organismes nationaux, du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), M. Kamel Moula, ainsi que du président du Conseil économique et social jordanien et vice-président de l’Union des Conseils économiques et sociaux arabes et Institutions similaires, Musa Shteivi.

HYDROCARBURES

La société Bonatti veut renforcer sa présence en Algérie

Par Z R.

Le ministre d’État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, a reçu, hier au siège de son département, le président-directeur général de la société italienne Bonatti, M. Andrea Colombo. La rencontre s’est tenue en présence de la secrétaire d’État chargée des Mines, Mme Karima Bekir Taffer, ainsi que de plusieurs cadres du ministère. Selon un communiqué de presse du ministère, cette réunion a constitué une nouvelle étape dans le renforcement du partenariat énergétique entre l’Algérie et l’Italie. En effet, les discussions ont porté sur les perspectives de coopération entre le groupe Sonatrach et la société Bonatti, avec un accent particulier sur le développement de projets conjoints dans les domaines de l’amont pétrolier et gazier, du développement des gisements, de l’augmentation des capacités de production de gaz naturel, ainsi que dans les activités d’ingénierie et de construction d’infrastructures énergétiques et minières. M. Arkab a salué, à cette occasion, la qualité des relations algéro-italiennes dans le domaine des hydrocarbures, qualifiant les partenariats existants de modèle réussi de coopération fondée sur la confiance mutuelle et le transfert de savoir-faire. Il a souligné que cette dynamique s’inscrit dans la vision du gouvernement algérien visant à diversifier les partenariats, renforcer la souveraineté énergétique nationale et accompagner les mutations du marché mondial de l’énergie. Les deux parties ont insisté sur la nécessité de consolider la coopération technique et les investissements conjoints, tout en explorant de nouvelles opportunités dans les futurs projets structurants du secteur. Ces initiatives visent à renforcer la contribution du secteur des hydrocarbures et des mines à la croissance économique du pays, et à consolider le partenariat stratégique entre Alger et Rome. De son côté, le PDG de Bonatti, M. Andrea Colombo, a exprimé la volonté de son entreprise de poursuivre et d’intensifier sa présence en Algérie. Il a mis en avant la capacité de sa société à proposer des solutions techniques et d’ingénierie innovantes pour optimiser la performance des projets énergétiques, tout en soutenant les efforts de l’Algérie dans sa transition énergétique et sa stratégie de réduction des émissions. Basée à Parme, la société Bonatti compte parmi les grandes références européennes dans le domaine de l’ingénierie, de la construction et des services industriels appliqués aux secteurs du pétrole, du gaz et de l’énergie. Forte d’une expérience de plus de 75 ans, elle a mené à bien de nombreux projets à travers l’Europe, l’Afrique et le Moyen-Orient, et collabore depuis plusieurs années avec Sonatrach sur plusieurs projets majeurs en Algérie.

SÉCURITÉ HYDRIQUE

Trois stations de dessalement en renfort

Par Réda Hadi

Le Conseil des ministres, réuni dimanche sous la présidence du chef de l’État, M. Abdelmadjid Tebboune, a franchi une nouvelle étape dans la stratégie nationale de sécurisation de l’approvisionnement en eau potable. Lors de cette réunion, le Conseil a approuvé la localisation de trois nouvelles stations de dessalement de l’eau de mer dans les wilayas de Chlef, Mostaganem et Tlemcen, chacune d’une capacité de 300.000 mètres cubes par jour. Ces infrastructures stratégiques s’inscrivent dans le vaste programme de développement des ressources non conventionnelles initié par le gouvernement pour faire face aux effets du changement climatique et aux contraintes hydriques croissantes. Selon le communiqué du Conseil des ministres, cette décision intervient après étude et débat sur les besoins réels en eau des différentes régions du pays. Les trois nouvelles stations permettront d’améliorer de manière significative la disponibilité en eau potable, en particulier dans les zones à forte pression démographique et économique. Le communiqué précise également que la localisation des trois autres stations prévues dans le plan national sera déterminée ultérieurement, lors des prochaines

réunions du Conseil des ministres. Conscient de l’importance cruciale de la question hydrique, le président Tebboune a mis en garde contre les conséquences directes de la sécheresse sur les réserves d’eau et la stabilité environnementale du pays. Il a souligné la nécessité d’élaborer des études scientifiques rigoureuses, fondées sur des données fiables et actualisées concernant la consommation nationale d’eau potable. Ces études devront, selon lui, tenir compte des spécificités régionales, notamment en matière de pluviométrie et de besoins agricoles, afin d’éviter les déséquilibres hydriques. Le chef de l’État a insisté sur une approche prospective et durable : « Il s’agit d’élaborer des études précises permettant d’épargner à l’État d’éventuelles catastrophes environnementales, notamment l’épuisement des nappes phréatiques, qui mettrait en péril la sécurité hydrique nationale. » Cette orientation traduit la volonté du gouvernement de fonder sa politique de l’eau sur des bases scientifiques et une planification à long terme, rompant avec les solutions ponctuelles ou conjoncturelles du passé. Au-delà de la création de nouvelles stations de dessalement, le président Tebboune a également insisté sur l’impératif de réparer les fuites d’eau dans les réseaux de distribution. Il a rappelé que les

pertes enregistrées à ce niveau représentent des millions de mètres cubes d’eau gaspillés chaque année, un volume qui pourrait suffire à alimenter plusieurs villes. Cette directive s’inscrit dans la politique globale du gouvernement visant à optimiser la gestion de la ressource hydrique, en conjuguant l’augmentation de la production avec la rationalisation de la distribution. Les autorités locales ont été instruites d’accélérer les travaux de maintenance et de modernisation des infrastructures, en coordination avec les entreprises publiques et les offices chargés de la gestion de l’eau. Les trois nouvelles stations viennent renforcer un programme ambitieux lancé par le gouvernement ces dernières années pour sécuriser durablement l’approvisionnement en eau potable à travers le territoire national. Ce plan prévoit la construction de six grandes stations de dessalement, dont certaines sont déjà en cours de réalisation sur la façade ouest et centre du pays. Parmi les réalisations récentes, la station de Fouka (Tipaza), mise en service en 2022, fournit désormais 120.000 m³ d’eau potable par jour, alimentant plusieurs communes du centre du pays, y compris Alger. De même, la station de Cap Djinet

(Boumerdès), d’une capacité similaire, contribue à stabiliser la distribution dans la région d’Alger-Est. Dans l’ouest du pays, la station d’El Mac-taâ (Oran), l’une des plus importantes d’Afrique, produit 500.000 m³/jour, couvrant une large partie des besoins de la métropole oranaise et de ses environs. Quant à la station de Béni Saf (Aïn Témouchent), elle assure 200.000 m³/jour, renforçant l’approvisionnement des wilayas limitrophes. Ces réalisations, auxquelles viendront bientôt s’ajouter les trois nouvelles stations de Chlef, Mostaganem et Tlemcen, traduisent la détermination du gouvernement à garantir la souveraineté hydrique du pays et à réduire sa dépendance vis-à-vis des ressources naturelles aléatoires. Elles constituent également une réponse concrète aux défis posés par le changement climatique et la raréfaction des pluies, tout en inscrivant l’Algérie dans une démarche durable de gestion de l’eau à long terme. À travers cette stratégie, l’Algérie ambitionne d’atteindre une production totale de plus de 2 millions de mètres cubes d’eau dessalée par jour d’ici 2030, assurant ainsi une couverture complète des besoins domestiques et industriels, et consolidant sa résilience face aux aléas climatiques.

LE PDG DE SONATRACH
REÇOIT UNE DÉLÉGATION DE
LA SOCIÉTÉ BRITANNIQUE
JOHN CRANE

Examen des
opportunités de
partenariat bilatéral

Le Président-directeur général (PDG) du Groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a reçu dimanche une délégation de la société britannique John Crane, conduite par son président Ruben Alvarez, les deux parties ayant examiné les opportunités de partenariat bilatéral, indique un communiqué du Groupe. La rencontre qui s'est tenue au siège de la Direction générale du Groupe et à laquelle ont assisté des cadres dirigeants des deux sociétés, a porté sur les projets liant les deux sociétés à savoir la fourniture en bagues mécaniques sèches pour compresseurs, leur installation et leur réparation, dans des complexes gaziers relevant de Sonatrach, selon le communiqué. Les discussions ont également porté sur "les opportunités d'un partenariat futur entre Sonatrach et John Crane, ainsi que les voies et moyens de sa concrétisation sur le terrain, notamment en ce qui concerne les solutions intégrées afin d'améliorer la performance des équipements rotatifs, tels que les pompes, les compresseurs, les moteurs et les turbines, en sus des domaines de réduction des émissions de méthane, de décarbonation, de digitalisation et des énergies nouvelles, comme l'énergie solaire et l'hydrogène". John Crane est une société internationale spécialisée dans la fourniture de solutions et de systèmes d'étanchéité mécanique sèche et de services de maintenance pour les équipements rotatifs. Elle active également dans l'amélioration et la sécurisation du fonctionnement des pompes, des compresseurs et des turbines dans l'industrie pétrolière et gazière.

APN

Le président de la
Chambre des
représentants du
Nigeria en visite
officielle en Algérie

Le président de la Chambre des représentants de la République fédérale du Nigeria, M. Tajudeen Abbas, entame une visite officielle en Algérie, à l'invitation du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, indique lundi un communiqué de l'APN. M. Boughali a accueilli M. Abbas à son arrivée à l'aéroport international Houari Boumediene. Cette visite, qui s'étalera jusqu'à jeudi 23 octobre, s'inscrit dans le cadre du "renforcement de la coopération parlementaire entre les deux pays, ainsi que l'échange d'expérience et de vues sur les questions d'intérêt commun".

CHAMBRE ALGÉRIENNE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
Tayeb Chebab, nouveau président

Tayeb Chebab a été installé, dimanche, dans ses nouvelles fonctions de président de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), en remplacement de Kamel Hamenni, et ce, lors d'une cérémonie présidée par Ahmed Mokrani, en sa qualité de représentant de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, indique un communiqué de la CACI. La cérémonie d'installation s'est déroulée en présence du Directeur général de la CACI, Ismail Chakib Kouidri, de cadres du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national et de la CACI, des présidents des chambres de commerce et d'industrie des wilayas de Boumerdes, de Tizi Ouzou, de Médéa, d'Alger et d'Aïn Defla, et d'un huissier de justice, précise le communiqué. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Chebab a exprimé sa gratitude pour la confiance placée en sa personne, soulignant son engagement à poursuivre les efforts visant à renforcer le



rôle de la chambre en tant que partenaire clé dans le soutien à l'économie nationale, pour en faire un espace de concertation et de coordination entre tous les acteurs économiques, en vue de développer le climat des affaires et d'ouvrir de nouvelles perspectives d'investissement, en accord avec la vision de l'Etat pour l'édification d'une économie diversifiée et durable. Le nouveau président de la

CACI a, par ailleurs, souligné l'importance de renforcer les mécanismes d'accompagnement des opérateurs économiques au niveau national, à travers l'activation du rôle des présidents des chambres de commerce et d'industrie au niveau des wilayas, afin que les entreprises économiques de divers secteurs soient mieux représentées. Pour sa part, Ahmed Mokrani a salué "les efforts

consentis par la CACI dans le processus de réformes économiques", soulignant que "ce changement participe de la nouvelle dynamique que connaît le secteur du commerce, dans le cadre des efforts visant à renforcer les compétences et à conférer davantage d'efficacité à la gestion de la chambre", selon la même source.

LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES EN VISITE À NAFTAL
Le rôle de l'entreprise dans la sécurité énergétique nationale souligné

Dans le cadre de ses missions de suivi et d'évaluation des entreprises publiques, la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale a effectué, dimanche 19 octobre, une visite de terrain au siège de la société Naftal. La délégation était conduite par Mme Samira Berhoum, présidente de la commission. Cette visite s'inscrit dans une démarche de proximité visant à mieux comprendre le fonctionnement des grandes entreprises nationales et à soutenir leurs efforts de moderni-

sation. Mme Berhoum a souligné, à cette occasion, que Naftal représente « un modèle d'entreprise citoyenne » qui œuvre à améliorer ses performances et à accompagner la dynamique économique nationale. Elle a salué les efforts constants de la société pour garantir l'approvisionnement du marché en produits pétroliers, tout en relevant le niveau avancé de numérisation atteint dans la gestion de ses activités. De son côté, le président-directeur général de Naftal a exprimé sa satisfaction quant à cette initiative parlementaire, soulignant l'importance

du dialogue entre le pouvoir législatif et les opérateurs économiques publics. Il a rappelé le rôle stratégique de Naftal dans la sécurité énergétique du pays, ainsi que sa contribution au développement local. Le responsable a également mis en avant la stratégie de transformation numérique et la diversification des projets que mène l'entreprise, notamment ceux visant à renforcer la sécurité énergétique nationale et à consolider la présence de Naftal sur les marchés africains. Au cours de la visite, les responsables de Naftal ont présenté plusieurs projets en

cours de réalisation et les axes de développement futurs de la société. La rencontre s'est conclue par un échange fructueux entre les membres de la commission et les cadres de l'entreprise, axé sur la coopération institutionnelle et les perspectives d'amélioration du climat économique. Par cette initiative, la Commission réaffirme sa volonté de soutenir les entreprises publiques stratégiques et d'encourager leur adaptation aux mutations économiques, dans le cadre d'une approche concertée entre institutions et acteurs du secteur énergétique.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,00	5,80	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1400,00	-0,71	-0,81	-1,06	9,00	5,56	11500	16 100 000,00
BIOPHARM	BIO	2 460,00	NC	0,00	2,09	2,45	6,54	6,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 070,00	2070,00	0,00	-2,57	-8,33	9,87	6,04	27165	56 231 550,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,06	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	1,48	-0,46	3,78	5,25	0	0,00

PLF 2026

Priorité à l’investissement et aux grands projets

Présenté dans un contexte mondial incertain, le projet de loi de finances 2026 se veut à la fois un outil de stabilité macroéconomique et un instrument de relance de l’investissement productif. Avec une enveloppe globale de 17 000 milliards de dinars, ce projet traduit la volonté de l’État d’allier rigueur budgétaire, équité sociale et modernisation de la gestion publique. Cette vision triennale (2026-2028) a pour objectif de consolider la croissance, de préserver le pouvoir d’achat et de soutenir durablement la diversification économique et la création de richesse.

Par Mourad A.

Lors du Forum de la radio, les responsables du ministère des Finances ont mis en avant la nouvelle approche du budget, désormais élaboré sur une base triennale pour garantir la continuité et la prévisibilité de l’action publique. Khaled Dahmani, directeur des politiques budgétaires, a expliqué que « Le projet de loi de finances s’appuie sur une lecture réaliste du contexte économique mondial et sur les prévisions du FMI et de la Banque mondiale ». Les hypothèses de croissance mondiale sont estimées à 3 % en 2025 et 3,1 % en 2026. Concernant la situation nationale, la croissance s’est établie à 4,5 % au premier trimestre 2025, avec une inflation contenue à 3,5 %. Enfin, le prix de référence du pétrole a été fixé à 60 dollars le baril, en deçà des 64 dollars estimés par le FMI. Ce choix a été qualifié par M. Dahmani de « prudent et sécuritaire » pour maintenir l’équilibre des finances publiques. Le PLF 2026 met l’accent sur le soutien à la croissance et la promotion de l’investissement. Les dépenses d’investissement représentent plus de 23 % du budget total, soit 4 000 milliards de dinars, en hausse de 27 % par rapport à 2025. Ces ressources sont orientées vers les secteurs stratégiques que sont les infrastructures, le transport, l’énergie, l’hydraulique, l’agriculture et le logement. Boualem Hamdini, sous-directeur

chargé de la synthèse budgétaire, a indiqué que « La priorité est donnée aux projets à fort impact socio-économique ». La stratégie d’investissement de l’État se concentre ainsi sur plusieurs grands chantiers nationaux visant la diversification économique. Ces projets incluent le développement du complexe minier de Gara Djebilet ainsi que du pôle phosphatier d’Annaba. Sur le plan logistique, l’État finance l’extension du port d’Annaba et la construction d’une ligne ferroviaire essentielle reliant Béchar à Gara Djebilet. Des efforts majeurs sont déployés dans le secteur hydrique avec la création de trois nouvelles stations de dessalement d’eau de mer, portant le total à près de 20 unités. Enfin, le secteur agricole bénéficiera de programmes d’électrification, de stockage et d’aménagement de pistes rurales, dans le but de renforcer la sécurité alimentaire et hydrique du pays.

Mesures sociales et incitations fiscales

Sur le plan fiscal, aucune nouvelle taxe n’est prévue en 2026. Afin de préserver le pouvoir d’achat des citoyens, le gouvernement a choisi de prolonger les exonérations de taxes sur plusieurs produits de base (huile brute de soja, café vert, légumes secs, viandes rouges et blanches locales) jusqu’au 31 décembre 2026. Le projet de loi introduit par ailleurs des mesures d’incitation à l’entrepreneuriat. Il met en place un statut

d’auto-entrepreneur soumis à un impôt réduit de 0,5 %, et prolonge les avantages fiscaux pour les start-ups et les incubateurs jusqu’à 2027. Fathi Bouamra, sous-directeur de la préparation des lois de finances, a précisé que « Le projet s’inscrit dans une logique d’élargissement de l’assiette fiscale sans alourdir la pression sur les opérateurs ». Concernant le volet social, les augmentations salariales annoncées par le président de la République seront appliquées par étapes, en fonction des capacités de la trésorerie publique. M. Dahmani a ajouté que « L’objectif est d’améliorer le pouvoir d’achat sans compromettre les équilibres économiques ». Parallèlement, les collectivités territoriales se verront allouer une enveloppe de plus de 3 000 milliards de dinars, dont 45 % sont destinés à l’investissement. Cette dotation inclut spécifiquement 500 milliards pour le Fonds de solidarité des collectivités locales, ainsi que 140 milliards pour le soutien aux communes à faible revenu. Le projet vise également à accélérer l’initiative et la création d’emplois au niveau local, avec le lancement de zones d’activités artisanales et micro-économiques gérées directement par les walis.

Modernisation et confiance des investisseurs

Le PLF 2026 marque une étape importante vers la modernisation de la gestion pu-

blique. Il introduit un rapport sur la performance et la rentabilité des politiques publiques, qui accompagnera désormais chaque loi de règlement budgétaire. Ce document, en s’appuyant sur des indicateurs d’efficacité, aura pour mission de mesurer les résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés. M. Hamdini a affirmé que « La transparence budgétaire devient un outil de pilotage économique » et a précisé que la Cour des comptes, l’Inspection générale des finances et le Parlement assureront désormais un suivi renforcé des dépenses publiques. L’Algérie ambitionne, à travers ce budget, de renforcer son attractivité économique et de consolider la confiance des investisseurs. Cette dynamique se reflète déjà dans les faits : plus de 1 000 projets d’investissement sont enregistrés, dont plusieurs sont en phase de concrétisation. De plus, lors du dernier forum commercial africain, 40 milliards USD de contrats intra-africains ont été signés, preuve du dynamisme retrouvé de l’économie nationale. Khaled Dahmani a conclu en soulignant le changement de paradigme budgétaire : « L’Algérie a dépassé l’ère des lois de finances rectificatives. Désormais, elle se projette dans la durée, avec une approche fondée sur la rigueur et la performance ».

RELANCE DU SECTEUR INDUSTRIEL ET ACCÉLÉRATION DE LA NUMÉRISATION

Les principaux défis économiques de l’Algérie

Par R E.

Le membre du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Mourad Kouachi, a affirmé, dimanche à Alger, que la relance du secteur industriel et l’accélération du processus de numérisation constituent aujourd’hui les principaux défis de l’Algérie, dans la perspective d’insuffler une dynamique économique efficace et de renforcer la transformation structurelle de l’économie nationale. Invité du Forum du quotidien "DKNEWS", M. Kouachi a précisé que le développement du secteur in-

dustriel national se veut "un enjeu central" pour le Gouvernement, tel que souligné par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en vue de mettre un terme à "la désertification industrielle" qu’avait connue le pays, au cours des précédentes périodes et qui avait fait chuter la part de l’industrie dans le PIB à 3% en 2019. Soulignant que la nomination du nouveau Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, reflétait la volonté de l’Etat de relancer le secteur industriel, au regard de sa connaissance approfondie du dossier et de ses spécificités, le même intervenant a mis l’accent sur l’im-

portance de redonner à l’industrie mécanique sa place historique, tout en accordant la priorité aux industries manufacturière et agroalimentaire, étant deux piliers essentiels pour la croissance et la création de la valeur ajoutée. Pour l’expert, la numérisation constitue un axe majeur du programme d’action du nouveau gouvernement, dans la mesure où elle offre des solutions concrètes aux difficultés rencontrées par plusieurs secteurs. Le membre du CNESE s’est félicité des résultats obtenus dans le secteur agricole au cours des dernières années, appelant à accélérer la numérisation de

ce secteur, afin de disposer d’une base de données fiable et actualisée, permettant d’orienter les investissements et de mieux maîtriser les opérations d’importation. Il a également salué le développement "concret" enregistré dans le secteur minier, qui a permis à l’Algérie de passer du statut d’importateur à celui d’exportateur pour plusieurs produits tels que le ciment, soulignant l’importance d’accompagner les grands investissements dans ce domaine par une industrie manufacturière durable. M. Kouachi a plaidé pour la diversification des sources de financement pour atténuer la charge sur les

banques publiques et poursuivre les efforts visant à intégrer l’économie informelle dans le circuit officiel, afin d’atteindre l’objectif fixé par le président de la République, à savoir porter le PIB à 400 milliards de dollars d’ici fin 2027. Concernant le PLF 2026, l’intervenant a estimé que celui-ci "a réalisé un équilibre entre la préservation du pouvoir d’achat du citoyen et la stimulation de la croissance économique, à travers l’amélioration du climat des Affaires", affirmant la nécessité de "poursuivre les efforts pour rompre avec la dépendance de l’économie nationale à la rente pétrolière".

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Lancement de la Bibliothèque numérique universitaire

Par R E.

Le ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a présidé, lundi à Alger, le lancement officiel de la Bibliothèque numérique universitaire algérienne, relevant de l’Office des publications universitaires (OPU), une démarche qui vise à ancrer le processus de transformation numérique dans les établissements d’enseignement supérieur. Dans son allocution prononcée à cette occasion, M. Baddari a précisé que "cette opération constitue une étape charnière dans le processus de numérisation de l’Université algérienne" et "un jalon essentiel dans le processus de transformation numérique de l’enseignement

supérieur en Algérie". La nouvelle plateforme numérique permet aux étudiants et enseignants-chercheurs l’acquisition en ligne via la carte "Eddahabia" des ouvrages de l’OPU, a-t-il fait savoir, ajoutant que les résidents à l’étranger pourront, dès novembre prochain, procéder à l’achat en ligne des ouvrages. Les étudiants, a-t-il fait savoir, peuvent bénéficier d’un abonnement à la Bibliothèque numérique moyennant une somme symbolique de 300 DA/an, ce qui "traduit le caractère social de l’Etat algérien et conforte le principe de démocratisation de l’enseignement et de l’accès de tous au savoir", précisant que le reste des documents numériques et contenus académiques demeure accessible gratuitement à la consultation et au téléchargement. A

cette occasion, le ministre a lancé l’opération d’acquisition d’ouvrages sur la plateforme, en procédant à l’achat d’un livre retraçant la vie de l’Emir Abdelkader, fondateur de l’Etat algérien moderne. La Bibliothèque numérique (st.igraa.opu.dz) comprend plus de 110.990 ressources électroniques diverses, dont 4.154 ouvrages de l’OPU, 90.794 thèses de doctorat, ainsi que 380 ouvrages en langue arabe mis à la disposition de la plateforme par le Haut Conseil de la langue arabe (HCLA). Elle comprend également 124 ouvrages sur l’histoire du mouvement national, de la résistance populaire et de la Révolution du 1er novembre 1954, mis à la disposition de la plateforme par le Centre national d’études et de recherches sur le mouvement

national et la Révolution du 1er novembre 1954. Dans le même sillage, 15.546 brevets d’invention nationaux et internationaux ont été intégrés au contenu de la bibliothèque, en collaboration avec l’Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI), ce qui permet aux étudiants et aux chercheurs de prendre connaissance des innovations nationales et internationales et de promouvoir la culture de la recherche et du développement. Le ministère vise à atteindre 500.000 documents électroniques d’ici 2027, ce qui "reflète une forte volonté de développer le système universitaire et d’assurer un écosystème numérique avancé à même de contribuer à façonner un avenir universitaire basé sur les connaissances et le savoir".

SÉTIF

150.000 hectares dédiés à la céréaliculture

Une superficie de 150.000 hectares a été réservée à la culture des diverses variétés de céréales dans la wilaya de Sétif au titre de la saison agricole 2025-2026 lancée dimanche dans la commune d'Ain Abassa, a-t-on appris auprès du directeur de wilaya des services agricoles (DSA). M. Mohamed Bouleftat a indiqué que tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés pour obtenir un bon rendement incluant la fourniture de semences, de fertilisants, de matériel agricole et l'accompagnement technique. La vente des semences est effectuée au niveau de 9 points de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) et la vente des fertilisants dans 23 points, selon la même source qui a relevé que 4.625 tracteurs et 11.188 engins de labours et semoirs sont mobilisés pour cette campagne. La DSA a lancé parallèlement au profit des agriculteurs des campagnes de sensibilisation au respect de l'itinéraire technique incluant la fertilisation et la lutte contre les mauvaises herbes, a-t-on indiqué. Au terme de la saison précédente 2024-2025, la wilaya de Sétif a réalisé une récolte estimée à 1,65 million quintaux de céréales toutes variétés confondues, selon la direction des services agricoles.

CONSTANTINE

Ouverture du Salon régional de l'emploi avec la participation de 150 entreprises économiques

Le Salon régional de l'emploi a été ouvert dimanche, à la salle des expositions Ahmed-Bey de Constantine, sous le thème "De la formation vers l'insertion et la créativité", avec la participation de 150 entreprises économiques publiques et privées issues de 26 wilayas.

Organisé durant deux jours sous le patronage du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, ce salon vise à renforcer les opportunités d'emploi et à encourager la création d'entreprises émergentes et de micro-entreprises, à travers des rencontres directes entre les demandeurs d'emploi, les opérateurs économiques et les représentants des entreprises participantes, a-t-on expliqué à cette occasion. Le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, a affirmé, dans une déclaration à la presse en marge de l'ouverture du salon, que cet événement constitue "une étape importante pour promouvoir l'insertion professionnelle et encourager l'esprit entrepreneurial et l'innovation chez les jeunes".

Il a également souligné que le salon permettra de "développer la coopération régionale dans le domaine de l'emploi, d'échanger les expériences entre les directions de wilayas et de renforcer l'employabilité des diplômés des universités et des établissements de formation et d'enseignement professionnels, à travers la création d'espaces de rencontre directe entre les jeunes et les représentants des entreprises économiques". Le wali a ajouté que le nombre d'offres d'emploi réelles présentées dans le cadre de ce salon régional s'élève à 1 342, dont 775 sont destinées aux diplômés des établissements de formation et d'enseignement professionnels. Le salon présente également des programmes de formation, de qualification et d'orientation

vers les métiers d'avenir. Il vise, par ailleurs, à accompagner les jeunes dans la création d'entreprises émergentes et de micro-entreprises, et à encourager l'esprit entrepreneurial, levier essentiel du développement local durable, selon la même source. La cérémonie d'ouverture de ce salon a été marquée par la signature de conventions de coopération entre des organismes de formation et des opérateurs économiques, ainsi que par le lancement d'ateliers de formation destinés aux diplômés des universités, aux établissements de formation et d'enseignement professionnels et aux bénéficiaires des dispositifs de soutien à l'emploi, avec la participation d'entreprises de divers secteurs.

MILA

Plus de 200.000 qx de semences pour le succès de la campagne labours-semailles

Des quantités estimées à 200.371 quintaux de semences de diverses céréales ont été mobilisées à Mila pour assurer le succès de la campagne des labours-semailles de la saison agricole 2025/2026, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale des services agricoles. Le chef du service de régulation de la production et de soutien technique de la direction, Moha-

med Bengouitene, a précisé à l'APS que 135.417 quintaux de semences brutes ont été traités jusqu'à la fin de la semaine passée par la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de Mila en prévision de la campagne des labours-semailles lancées depuis quelques jours. L'opération de traitement des semences se poursuit encore au niveau des stations de la CCLS jusqu'à la satisfaction des be-

soins des agriculteurs impliqués au programme de production de l'actuelle saison, selon la même source. L'opération de vente des intrants agricoles a permis depuis son lancement l'écoulement de 10.794,5 quintaux de semences et 3.914,5 quintaux de fertilisants en profondeur, a ajouté la même source. Les aires à emblaver au titre de la saison en cours 2025/2026 sont esti-

mées à 122.000 hectares dont 75.000 hectares réservés au blé dur, 25.000 hectares au blé tendre, 20.000 hectares d'orge et le reste à l'avoine. Les services agricoles œuvrent en coordination avec les acteurs du secteur à assurer aux producteurs l'accès aux intrants nécessaires ainsi que l'accompagnement technique pour le succès de la campagne, a-t-on indiqué.

JIJEL

Plus de 600 millions DA pour renforcer des établissements hospitaliers en équipements médicaux

Une enveloppe financière de plus de 600 millions DA a été dégagée pour renforcer en équipements médicaux modernes les établissements hospitaliers de la wilaya de Jijel, apprend-on dimanche des services de la wilaya. La même source a précisé que l'octroi de cette enveloppe financière pour l'acquisition d'équi-

pements médicaux modernes vise à assurer aux malades des soins médicaux meilleurs au niveau des établissements hospitaliers de la wilaya. Ces équipements bénéficieront ainsi à l'établissement hospitalier spécialisé de Texenna et aux établissements publics hospitaliers de Jijel, Taher et El Milia, notamment les services de

réanimation médicale et d'imagerie médicale, aux laboratoires et aux services de chirurgie. A titre d'exemple, des appareils de scanner et d'IRM sont opérationnels depuis la semaine passée au niveau du nouveau service de radiologie et d'imagerie médicale de l'hôpital Mohamed-Seddik-Benyahia pour plus de 300 millions DA, a-t-on ajouté. Un programme a été

tracé pour l'acquisition d'équipements supplémentaires pour améliorer les prestations assurées aux citoyens et les conditions d'exercice des médecins, selon la même source. Le secteur de la santé à Jijel a connu depuis le début de l'année le recrutement de 139 paramédicaux dans huit spécialités, a-t-on fait savoir.

BOUMERDES

Distribution de près de 80 logements

Une opération de remise des clés et de relogement de près de 80 familles a débuté dimanche dans la commune de Cap Djenet, à l'Est de Bouverdes, a-t-on appris auprès de la direction du logement de la wilaya. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la poursuite du programme

d'amélioration du cadre de vie des citoyens à travers la wilaya, a indiqué le directeur du logement, Mazen Sendakli. L'opération profitera à une soixantaine de familles du site "Derriz" et à plus de 20 autres du site "El Mahdjar", qui seront toutes relogées à la nouvelle cité "Haouch Ben Ouali" du

front de mer de la commune, a-t-il ajouté. Parallèlement à ces opérations de relogement, les services de la commune, en coordination avec les différentes instances concernées, ont entrepris une opération de nettoyage et d'assainissement des deux sites concernés, en vue d'en libérer les

assiettes foncières. "Le relogement des familles se déroule dans de bonnes conditions organisationnelles, en coordination avec les services administratifs et sécuritaires", a assuré le même responsable. Selon M.Sendakli, cette année 2025 verra la réception et la distribution progressive d'un important pro-

gramme de logements englobant près de 4.700 unités de différentes formules, tandis que plus de 1.700 autres logements sont programmés pour être distribués dans le cadre des festivités commémoratives de l'anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er novembre 1954.

M'SILA

64.000 hectares dédiés aux céréales

La campagne de labours semailles 2025-2026 lancée dimanche à M'sila cible une aire de 64.000 hectares à emblaver de diverses céréales, a-t-on appris dimanche auprès de la directrice par intérim des services agricoles, Mounira Maarouf. Dans une déclaration à l'APS en marge du coup d'envoi donné par les autorités de wilaya de la campagne dans une exploitation agricole privée de la commune d'Oultem (Sud de M'sila), la

même responsable a indiqué que la surface ciblée cette saison est de 64.000 hectares en raison des conditions climatiques favorables suite aux récentes précipitations qui laissent augurer d'un rendement moyen de 30 quintaux à l'hectare. Un guichet unique a été mis à la disposition des producteurs pour l'acquisition des semences, des fertilisants et l'assurance des récoltes, selon la même source qui a fait état de l'élaboration en coordi-

nation avec les instituts spécialisés d'un programme de formation et accompagner les agriculteurs jusqu'à la période de la moisson battage. Mme Maarouf a indiqué que les services agricoles en coordination avec les autres acteurs ont entamé une campagne d'accompagnement des agriculteurs à travers la création d'une cellule de veille chargée d'aplanir les entraves susceptibles d'apparaître pour atteindre les objectifs de la campagne.

De son côté, le directeur de la chambre locale de l'agriculture, Othmane Bousbaa, a souligné que les récoltes céréalières de la wilaya de M'sila durant les dernières années ont contribué à attirer les agriculteurs vers cette filière, saluant les efforts de l'Etat pour raccorder les exploitations agricoles au réseau d'électricité, autoriser le fonçage de puits et ouvrir des pistes rurales pour faciliter le déplacement des agriculteurs.

MENACES AMÉRICAINES AU VENEZUELA

Derrière la « guerre contre la drogue »

La tension est à son comble entre le Venezuela et l’administration Trump. Alors qu’elle a déployé plusieurs navires de guerre au large des côtes vénézuéliennes, se disant prêt à éradiquer un « narco-État » supposément responsable de l’exportation de cocaïne sur son sol, Nicolas Maduro mobilise ses soutiens à Caracas et se dit prêt à « lutter contre l’envahisseur ».

Par Tristan Waag

Pour légitimer cette confrontation, les États-Unis usent d’une rhétorique de « guerre contre la drogue » employée depuis maintenant cinquante ans pour tenter de liquider la gauche anti-impérialiste. Dans le même temps, l’Équateur, à présent premier pays exportateur de cocaïne au monde, conserve les bonnes grâces de Washington...

Frappes militaires en mer des caraïbes

2 septembre. Les images satellites sont saisissantes : le petit bateau, qui navigue au large des côtes vénézuéliennes mais hors de son espace maritime, est littéralement pulvérisé par une série de frappes provenant de navires militaires nord-américains sillonnant les mers à proximité. Bilan : onze morts.

15 septembre : une deuxième frappe vise un autre bateau, faisant trois morts. Dans les jours qui viennent, les frappes se poursuivent, coulant des navires similaires, avec un nombre de victimes non précisé. A chaque fois, la Maison-Blanche invoque la même rhétorique : ces petits bateaux interceptés au large des côtes vénézuéliennes seraient liés à des gangs actifs dans le trafic de drogues en provenance du Venezuela et à destination des États-Unis. Ils seraient captifs des gangs, à l’instar du « Tren de Aragua », le grand cartel de drogues vénézuélien présent jusque sur le sol étatsunien, et directement mentionné par Donald Trump au cours de plusieurs discours.

Dans sa déclaration à la presse faisant directement suite à cet événement, Donald Trump annonce qu’il a lui-même supervisé l’opération du 2 septembre et que les frappes menées contre les « narcoterroristes » ont permis de détruire des cargaisons de drogue, notamment de fentanyl et de cocaïne, sans pourtant apporter la moindre preuve publique détaillée. Donald Trump affirme également que les frappes menées en mer des Caraïbes pourront laisser place, dans un futur proche, à des frappes terrestres. Dans le même temps, son secrétaire d’état aux affaires étrangères, Marco Rubio, accuse directement Nicolas Maduro d’être un narcotraquant à la tête d’un des plus importants cartels de drogue d’Amérique du Sud.

Ces frappes interviennent dans un contexte d’intensification des pressions mises en œuvre par l’administration Trump à l’égard du gouvernement vénézuélien. Elle débute avril 2025 par la mise en place d’un train de sanctions visant une série de haut responsables vénézuéliens. Sont concernés des haut-fonctionnaires de PDVSA, l’entreprise pétrolière nationale vénézuélienne, mais aussi de hauts dignitaires militaires et policiers dont la Maison-Blanche gèle les avoirs. Dans le même temps, le département du Trésor annonce que la récompense associée à la transmission d’informations pouvant mener à la capture du « narcotraquant » Nicolas Maduro atteint désormais 25 millions de dollars – un montant qui double quelques mois plus tard.

Le 24 mars 2025, un décret exécutif annonce quant à lui l’imposition d’un tarif douanier de 25% sur tous les biens importés aux États-Unis en provenance de pays qui importeraient du pétrole vénézuélien – qui constitue 79% des exportations du pays. Dans le même temps, le gouvernement de

Donald Trump annule la licence autorisant notamment la compagnie américaine Chevron à exploiter et exporter du pétrole vénézuélien vers les États-Unis – pourtant bon marché en comparaison d’autres sources d’approvisionnement. Cette licence, concédée par son prédécesseur, avait pour fonction de pallier les effets du conflit ukrainien sur la fourniture de pétrole. Finalement, à partir du 7 août 2025, la marine américaine est déployée en mer des Caraïbes. Les frappes militaires et les menaces d’intervention terrestre intervenues début septembre 2025 sont donc l’aboutissement d’un long processus, qui vise à faire du Venezuela un paria de la communauté internationale, au même titre que Cuba ou l’Iran. Toute communication diplomatique entre l’administration de Trump et celle de Maduro est à présent rompue, au grand dam de ce dernier. Jusqu’à l’élection de Donald Trump, plusieurs leviers étaient activés de part et d’autres en faveur d’une normalisation politique, qui n’a jamais aboutie : accords portant sur la libération de prisonniers américains, octroi de licences pétrolières, permis de travail accordés à des ONG, garantie apportée par Maduro à l’égard de la droite vénézuélienne. Suite à l’accession au pouvoir de Donald Trump et la nomination de son secrétaire d’état Marco Rubio, violemment hostile à la gauche latino-américaine, ces leviers ont disparu.

Milices d’« auto-défense populaire » à caracas

Ces tentatives de déstabilisation en rappellent d’autres. Le 11 avril 2002, un coup d’État menée par la droite vénézuélienne avec l’appui de l’administration de George W Bush renversait, pour quelques heures, le président Hugo Chávez. Arrêté par des membres de l’État-major vénézuélien à la suite de manifestations anti-gouvernementales – partiellement financées par des fonds américains qui transitaient via la National Endowment for Democracy (NED). Le chef du patronat vénézuélien, Pedro Carmona, en contact direct avec l’administration Bush, s’était alors autoproclamé président intérimaire et avait été immédiatement reconnu par les États-Unis. Leur intérêt dans l’affaire était évident : la nationalisation de l’industrie pétrolière amorcée par Hugo Chávez léssait directement les entreprises américaines. En moins de 48 heures, cependant, une contre-offensive populaire permettait à Chávez de revenir au pouvoir. La nationalisation était sauve, les Américains allaient demeurer persona non grata dans le secteur de l’or noir vénézuélien. Et les années fastes du « chavisme » – marquées par une réduction historique de la pauvreté – allaient commencer.

Vingt-trois ans plus tard, la configuration est autre. Ébranlé par une décennie de désastre économique, au cours duquel le PIB vénézuélien a été divisé par dix – malgré une embellie récente, consécutive à la hausse des cours post-pandémie –, le chavisme tente néanmoins de réactiver la dynamique anti-impérialiste qui avait permis à Hugo Chávez de demeurer au pouvoir. Les centaines de milliers de sympathisants descendus dans les rues de Caracas en 2002 pour exiger le retour du Comandante sont devenus un leitmotiv clef de l’épopée chaviste. Leur souvenir en tête, Nicolas Maduro a lancé un grand plan de « mobilisation populaire » dans les semaines qui ont suivi l’annonce du déploiement naval américain

en mer des Caraïbes. Dès le 19 août, 4,5 millions de miliciens « d’auto-défense » sont mobilisés.

Ces dispositifs de « mobilisation populaire », axés sur la mobilisation de la population civile, ont été élaborés par Cuba durant la guerre froide, notamment au cours du débarquement avorté dit de la baie des Cochons (1961) avant d’être exportés à Caracas au cours des années 2000. Levier de contrôle pour le parti chaviste, ils se sont également convertis en réseaux clientélistes, permettant au pouvoir de drainer ses maigres ressources vers ses sympathisants.

« Guerre contre la drogue » et anti-impérialisme

Cette rhétorique de « guerre contre la drogue » est loin de constituer une nouveauté. Elle trouve son origine dans un discours du président républicain Richard Nixon, prononcé le 17 juin 1971, et faisant de la drogue « l’ennemi public numéro un », alors même que la Guerre froide bat son plein. Il s’agit à l’époque de combattre l’explosion d’un marché en plein essor – notamment celui du cannabis – accusé de menacer les valeurs « chrétiennes » et de nuire à la stabilité économique du pays. Dans le sillage du discours de Nixon, la Drug Enforcement Agency (DEA, Agence Anti Drogue) est créée. Dans les années 1980 puis 1990, la « guerre contre la drogue » prend un tournant interventionniste, en particulier en Amérique latine, principal foyer d’exportation du cannabis, puis de la cocaïne depuis les Andes boliviennes et péruviennes. La Colombie, considérée comme le principal foyer de production et d’exportation de cocaïne, fait l’objet d’un ciblage particulier : ce sera le « Plan Colombie ». Il favorise la mise sous perfusion de l’armée colombienne qui doit désormais se dédier toute entière à l’éradication des cartels de Medellín et de Cali.

Cette « guerre contre la drogue » prend rapidement une autre tournure. En Colombie, comme au Pérou ou en Bolivie, elle est bientôt le prétexte d’une offensive menée par les États-Unis et la droite latino-américaine contre des organisations sociales et syndicales.

Le cas bolivien est particulièrement éclairant. Les années 1990 voient l’émergence dans le Chapare – l’une des principales régions productrices de feuille de coca, associée par les États-Unis à la cocaïne – d’un large mouvement paysan opposé à l’impérialisme américain, bientôt symbolisé par le leader syndical Evo Morales. Les cocaleros boliviens rejettent l’implantation de la « guerre contre la drogue » et réclament notamment le droit de cultiver la feuille de coca, dont la production se destine historiquement en Bolivie à un marché de consommation traditionnelle parfaitement légal. Ils réclament aussi la fin de la mainmise des Etats-Unis sur l’armée bolivienne, cette dernière étant largement acquise à leurs intérêts.

Les différents gouvernements de droite qui se succèdent en Bolivie mettent alors en place des mesures de répression et des campagnes d’éradication de nombreuses cultures traditionnelles de feuilles de coca. Plusieurs cocaleros meurent sous les balles de l’armée bolivienne, directement appuyée par la DEA. Ainsi, l’objectif initial de lutte contre le narcotrafic, se transforme bientôt sous couvert de « guerre contre la drogue » par un véritable programme de liquidation

d’un mouvement paysan bolivien perçu à juste titre comme résolument anti-impérialiste.

La même logique se déploie en Colombie. Alors que le « Plan Colombie » se destine au départ à l’éradication des cartels de drogue de Medellín et de Cali, ses objectifs sont progressivement redéfinis par les gouvernements colombiens, avec l’assentiment des États-Unis. L’armée colombienne, mise sous perfusion économique par Washington, s’oriente rapidement vers l’éradication des guérillas aux discours « anti-impérialistes » aux prises avec l’État colombien, mais aussi de nombres d’organisations syndicales, sociales ou indigènes jugées complices des cartels de drogue, souvent sans fondement. De même, elle favorise l’apparition de groupes paramilitaires dans les campagnes du Magdalena Medio ou d’Antioquia, auteurs de nombreuses exactions à l’encontre des populations, et devenant eux aussi des acteurs centraux du circuit de la cocaïne. Progressivement, les acteurs de la « guerre contre la drogue » deviennent, avec les narcotraquants, les principaux responsables des atteintes aux droits de l’homme commis contre les populations civiles dans les années 1980 et 1990.

L’un des derniers bastions d’opposition aux Etats-Unis ?

Si le gouvernement de Nicolas Maduro se démarque, depuis son tournant autoritaire à la fin des années 2010, se démarque d’une gauche latino-américaine résolument progressiste et démocrate, le Venezuela demeure l’un des rares États latino-américains encore opposés à la politique étrangère américaine. Cette campagne massive de déstabilisation, qu’elle vise à un véritable « changement de régime » ou simplement à un affaiblissement de ce que les États-Unis perçoivent comme le pouvoir de nuisance du Venezuela au niveau régional, entend ainsi faire tomber l’un des derniers bastions de l’anti-impérialisme en Amérique latine. Du reste, derrière la rhétorique actuelle des États-Unis se cache une politique anti-drogue incohérente. La principale route de la drogue à destination des États-Unis passe toujours par la Colombie puis par le Mexique, et non par les côtes vénézuéliennes. En termes de part dans la production mondiale de cocaïne, le Venezuela, qui ne figure même pas sur la liste des pays producteurs de substances narcotiques selon le Rapport mondial sur les drogues de l’ONU, fait bien pâle figure face à la Colombie, qui représente toujours 70% de la production mondiale de cocaïne, ou même face au Pérou et ses 20%, deux pays qui ne pâtissent pourtant pas des mêmes tentatives de déstabilisation. Le cas de l’Équateur est lui aussi particulièrement révélateur. Alors que la production et le trafic de cocaïne y ont explosé depuis la fin de la séquence progressiste entamée en 2006 par Rafael Correa et l’installation au pouvoir de Daniel Noboa à partir de 2024 – générant l’un des taux d’homicide les plus élevés d’Amérique latine : 47 pour 100 000 habitants en 2023 -, le gouvernement de droite néolibérale de Daniel Noboa fait toujours figure d’allié indiscutable pour les tenants nord-américains de la « guerre contre la drogue ». Une guerre qui fait rage depuis maintenant cinquante ans dans une Amérique latine toujours en lutte pour sa souveraineté.

Source : LVSL.fr ; publié le 28 septembre 2025

PRÉVISIONS MOODY'S
2025-2027

Le PIB non pétrolier
de l'Arabie saoudite
devrait croître de
5,5%

Le produit intérieur brut réel hors hydrocarbures de l'Arabie saoudite devrait croître de 5 à 5,5 pour cent entre 2025 et 2027, grâce à l'augmentation des dépenses publiques, selon une nouvelle analyse. Dans son dernier rapport, l'agence de notation Moody's, basée aux États-Unis, a déclaré que cette croissance marque une amélioration par rapport à la croissance de 4,6 pour cent enregistrée en 2022-2023 et à la modeste croissance de 1,5 pour cent observée entre 2017 et 2019. Les efforts du Royaume pour renforcer son secteur non pétrolier s'alignent sur les objectifs stratégiques de la Vision 2030, qui vise à diversifier l'économie et à réduire la dépendance à l'égard des revenus du pétrole brut. Moody's a souligné que des dépenses publiques soutenues seront essentielles pour soutenir les initiatives de diversification économique. "Bien que nous nous attendions à ce que l'activité économique hors hydrocarbures reste robuste, les risques de baisse des prix du pétrole et des niveaux de production amplifieront l'arbitrage entre la mise en œuvre de projets de diversification et le maintien d'une position budgétaire et d'un bilan souverain robustes", a noté Moody's dans le rapport. La récente déclaration prébudgétaire de l'Arabie saoudite, publiée le 30 septembre, souligne l'importance accordée à la diversification de l'économie et aux programmes sociaux, en particulier dans le cadre de la Vision 2030 et de divers giga-projets. Les dépenses publiques devraient rester élevées, aux alentours de 30 à 32 pour cent du PIB au cours de la période 2025-2027, conformément aux tendances récentes. "Le niveau relativement élevé des dépenses, qui comprendra probablement une allocation accrue aux dépenses d'investissement, soutiendra la croissance économique hors hydrocarbures et la réduction progressive de l'exposition du royaume à la transition carbone mondiale à long terme", a ajouté l'agence de notation.

MAURITANIE

Renforcer la protection sociale et la résilience économique

Le Groupe de la Banque mondiale vient de publier la huitième édition du Rapport sur la situation économique 2025 pour la Mauritanie, qui met en lumière les efforts poursuivis par le gouvernement mauritanien pour préserver la stabilité macroéconomique et renforcer les filets de protection sociale, malgré un ralentissement modéré de la croissance économique en 2024.

Selon le rapport, la croissance économique de la Mauritanie a atteint 5,2 % en 2024, contre 6,4 % en 2023. Cette décélération est principalement due au déclin de la production extractive et à l'affaiblissement de la consommation publique. Néanmoins, la performance économique du pays reste supérieure à la moyenne régionale. Dans un contexte mondial marqué par l'incertitude, la Mauritanie a bénéficié d'un recul de l'inflation, soutenu par une politique monétaire plus stricte et la chute des prix internationaux des denrées alimentaires et de l'énergie. Les efforts d'assainissement des finances publiques en cours ont permis de réduire davantage le déficit budgétaire, grâce à une gestion prudente des finances publiques. « La Mauritanie devrait maintenir la dynamique des réformes macroéconomiques et structurelles qui permettront de diversifier son économie et de créer

des emplois productifs tout en protégeant les plus vulnérables contre les chocs économiques et climatiques », explique Thierry Yogo, économiste senior du Groupe de la Banque mondiale pour la Mauritanie. Les perspectives économiques à moyen terme restent favorables, avec une croissance de 4,9 % en moyenne. Cependant, le rapport met en garde contre les risques persistants liés à la volatilité des prix des matières premières et aux chocs climatiques. Pour maintenir la stabilité macroéconomique et promouvoir une croissance plus inclusive, le rapport souligne la nécessité de diversifier l'économie, d'investir les revenus miniers dans des secteurs productifs non extractifs et de poursuivre des politiques budgétaires et monétaires judicieuses. L'édition 2025 met un accent particulier sur la réforme de la protection sociale. La Mauritanie a fait un grand pas en avant

en remplaçant progressivement les subventions généralisées par des programmes ciblés de transferts monétaires. L'utilisation du registre social national a permis d'améliorer la couverture et de mieux identifier les ménages vulnérables. Bien que les dépenses d'aide sociale aient représenté 1,51 % du PIB en 2022 – ce qui reste inférieur à la moyenne régionale – les réformes en cours visent à rendre les interventions plus efficaces et mieux alignées sur les besoins des populations les plus vulnérables. « Alors que la Mauritanie poursuit ses efforts louables pour préserver sa stabilité macroéconomique, il devient de plus en plus important d'améliorer la couverture, la précision du ciblage et l'efficacité de ses programmes de protection sociale afin d'assurer un développement durable et inclusif », a déclaré Ibou Diouf, responsable des opérations de la Banque mondiale pour la Mauritanie.

TUNISIE/ PROJET DE LOI DE FINANCES 2026 Les principales mesures fiscales

Suite à la publication du projet de Loi de Finances 2026 (version déposée auprès de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) le 14 octobre 2025), le présent document élaboré par United Advisers résume les principales mesures fiscales prévues par ce texte. Ce projet a néanmoins suscité de vives discussions au sein de l'Assemblée et parmi les observateurs économiques. Plusieurs députés ont exprimé leurs réserves, estimant qu'il s'agit d'un texte à caractère essentiellement comptable, sans vision économique globale ni stratégie de relance clairement définie.

Par ailleurs, il convient de souligner que le projet de Loi de Finances 2026 se distingue par l'absence inédite d'un exposé des motifs, habituellement joint à ce type de texte pour expliciter les fondements et les objectifs des dispositions proposées. Cette omission complique la lecture et l'analyse du projet, tant pour les parlementaires que pour les acteurs économiques :
Prise en charge par l'État des cotisations patronales à la CNSS pour les entreprises recrutant des diplômés de l'enseignement supérieur (100% la 1^{re} année, 80% la 2^{ème} année, 60% la 3^e année, 40% la 4^e année et 20% la 5^e an-

née). Augmentation des salaires et revalorisation des pensions dans les secteurs publics et privé (2026–2028).
Maintien et extension des taux provisoires de la CSS fixés par la Loi de Finances 2023, applicables désormais aussi aux déclarations qui seront déposées au cours des exercices 2026, 2027 et 2028 :
3 % pour les sociétés soumises à l'IS à un taux inférieur à 35 % ;
4 % pour les sociétés soumises à l'IS au taux de 35 % et 40 % ;
0,5 % pour les personnes physiques.
Contribution supplémentaire de 4 % sur les bénéfices 2025 et sui-

vants des banques, assurances, opérateurs télécoms et concessionnaires automobiles, avec un minimum de 10 000 TND, au profit de la caisse de solidarité sociale.
Retenue de 2 TND par jour et par voiture de tourisme louée, applicable aux sociétés de location de véhicules.
Généralisation de l'exonération de la valeur de l'avantage octroyé aux ouvriers au titre des services de transport du et vers le lieu de travail, désormais applicable à toutes les entreprises industrielles (et non plus uniquement à celles implantées dans les ZDR).

EGYPTE

La dette extérieure a reculé de 4 milliards de dollars en deux ans

Le vice-ministre des Finances, Yasser Sobhi a déclaré en marge des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale à Washington que la dette externe et la dette budgétaire de l'Egypte avaient baissé au cours des deux dernières années. Le vice-ministre des Finances, Yasser Sobhi, a annoncé dimanche 19 octobre des avancées significatives dans la stratégie égyptienne de gestion de la dette, mettant en lumière l'impact positif des réformes structurelles, selon un communiqué du ministère des Finances. Il a déclaré en marge des réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale à Washington que « la dette extérieure de l'Egypte a reculé de 4 milliards de dollars au cours des deux dernières années ». Parallèlement, la dette budgétaire a éga-

lement diminué de plus de 10% du PIB, selon le vice-ministre. La dette budgétaire, un indicateur pris en considération par le FMI, fait partie de la dette publique. Ces résultats sont la conséquence directe des réformes économiques et structurelles et des politiques équilibrées mises en œuvre par le gouvernement, a affirmé Yasser Sobhi. Ces réformes visent à maintenir une stricte discipline financière et à soutenir une croissance basée sur la production et l'exportation. « Nous travaillons activement en vue d'augmenter notre marge de manœuvre budgétaire pour consacrer plus de ressources au développement des services publics et à la protection sociale », a déclaré le vice-ministre. L'Egypte tient à « diversifier les sources, les instruments et les marchés de financement afin d'allon-

ger la durée de la dette et d'en réduire le coût et les risques », a-t-il précisé. Samedi, le ministre des Finances avait annoncé que l'Egypte publiera la nouvelle stratégie de la dette en décembre prochain. Enfin, le vice-ministre a mis en évidence l'efficacité des « facilités fiscales et douanières » récemment adoptées pour élargir l'assiette fiscale et réduire les délais de dédouanement. « La confiance et la réactivité du secteur privé reflètent la capacité de l'économie à poursuivre sa croissance », a-t-il conclu. Ces progrès interviennent dans un contexte de confiance accrue, marqué par la récente appréciation de la note de l'économie égyptienne à « B » par S&P Global, après sept années consécutives à « B- », reflétant une meilleure évaluation de la solvabilité et du risque de crédit du pays.

A Washington, la ministre de la Planification, Rania Al-Mashat, a espéré conclure de nouveaux accords d'échanges des dettes en investissement. « L'Egypte entend finaliser un nouvel accord d'échange des dettes avec des partenaires européens d'ici fin 2025 », selon Al-Mashat. Les derniers chiffres de la dette extérieure ne sont pas encore publiés. A la fin mars 2025, la dette extérieure du pays s'élevait à 156,689 milliards de dollars, contre 152,88 milliards de dollars fin juin 2024, selon un rapport publié par la Banque centrale. Les réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale, qui se tenaient du 13 au 18 octobre à Washington, ont rassemblé plus de 10 000 responsables venus de plus de 190 pays.

ÉLECTRICITÉ

Les réseaux africains peinent à suivre les progrès des énergies vertes

Près de 600 millions d'Africains subsahariens demeurent sans accès à l'électricité en 2024, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Une situation qui rend le renforcement des réseaux de transport et de distribution crucial pour combler le retard énergétique du continent.

«L'Afrique ne pourra réussir sa transition énergétique sans d'abord renforcer ses réseaux de transport d'électricité», a averti Keith Katyora, responsable des systèmes électriques à l'Energy Council of South Africa, dans un entretien rapporté par la presse ghanéenne jeudi 16 octobre 2025. Selon lui, les projets d'énergies renouvelables se développent plus vite que les infrastructures censées les relier aux consommateurs. Un constat qui fait écho au rapport World Energy Investment 2024 de l'AIE. Les dépenses consacrées aux réseaux africains d'électricité représentent moins de 15 % des investissements électriques totaux du continent, contre plus de 40 % au niveau mondial, selon ce rapport. Parallèlement, la production d'énergie renouvelable progresse, avec de nombreux projets solaires et éoliens en préparation à travers le continent. En

Afrique du Sud, la société publique Eskom estime qu'il faudra 14 200 km de nouvelles lignes d'ici 2035 pour raccorder une capacité renouvelable en forte expansion. Pour rattraper ce retard, le ministère sud-africain de l'Énergie a lancé en 2024, le Independent Transmission Program (ITP), qui permet à des acteurs privés de construire et d'exploiter certaines sections du réseau national. À l'échelle continentale, la Banque africaine de développement (BAD) estime les besoins d'investissements dans le secteur électrique à 454 milliards USD d'ici 2030, dont une part importante destinée à la transmission et à la distribution. En mars 2024, la BAD et la Banque mondiale ont annoncé la création d'un fonds régional de 1,3 milliard USD pour renforcer les interconnexions en Afrique australe et orientale.

Des initiatives visant à réduire les pertes d'énergie que l'AIE évalue à près de 15 % sur le continent. La BAD et le Fonds monétaire international (FMI) relèvent par ailleurs que plus de 60 % des compagnies publiques africaines d'électricité sont en déficit, ce qui limite leur capacité à emprunter pour moderniser leurs infrastructures. Une contrainte financière qui contribue à retarder les programmes de transport d'électricité et accentue l'écart avec la production, avec un risque de sous-utilisation des nouvelles capacités vertes notamment. Dans ce contexte, l'AIE avertit que sans un rattrapage rapide des réseaux, une part croissante de l'électricité produite ne pourra être évacuée, réduisant la rentabilité des investissements et freinant l'accès à l'énergie.

EN SOUTIEN À LA RIZICULTURE

Le Tchad obtient 16 millions \$ du Fonds de l'OPEP

Le Tchad est le deuxième producteur de riz en Afrique centrale après le Cameroun. Alors que la récolte annuelle reste encore insuffisante pour couvrir les besoins du marché local, le gouvernement attire de nouveaux investissements dans des projets visant le développement de la filière. Au Tchad, le gouvernement vient de négocier l'obtention d'un prêt de 16 millions \$ du Fonds de l'OPEP pour le développement international (OPEC Fund) au profit de la filière riz. L'annonce a été faite dans un communiqué publié le jeudi 16 octobre dernier sur le site du ministère du Commerce et

de l'Industrie. L'enveloppe annoncée sera consacrée au financement de la troisième phase du Projet de développement de la riziculture intégrée dans la plaine du Chari-Logone (PDRICL 3). Ledit projet lancé depuis 2014 vise à moderniser la riziculture irriguée, dans les régions méridionales et centre-sud du Tchad à travers des aménagements hydroagricoles, la construction de magasins de stockage et d'aires de séchage, ainsi qu'un appui technique et matériel aux producteurs afin d'accroître les rendements dans la filière riz. Si les détails concernant le calen-

drier de programmation de la troisième phase du projet, les objectifs spécifiques et les régions ciblées, ne sont pas encore précisés, les différentes interventions permettront de soutenir la dynamique de croissance observée dans la filière tchadienne depuis quelques années. Selon les données compilées par la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), la production de riz paddy au Tchad a grimpé de 55 % d'une année sur l'autre pour atteindre 347 000 tonnes en 2024, signant par la même occasion un record pour la filière. En dépit de cette amélioration, le pays reste dépendant des impor-

tations pour satisfaire la demande intérieure. D'après les informations relayées par les médias locaux, le pays importe entre 150 000 et 200 000 tonnes de riz usiné par an pour combler ses besoins. Dans le cadre de son nouveau plan de développement national « Tchad Connexion 2030 » lancé en juin dernier, N'Djamena se fixe d'ailleurs pour objectif de porter la production nationale de riz paddy à 1,62 million de tonnes d'ici 2030, soit à un niveau cinq fois plus élevé que l'offre actuelle, en vue d'assurer l'autosuffisance et de se lancer dans les exportations.

COTE D'IVOIRE

Un début timide pour la campagne de cacao de 2025/2026

Premier producteur mondial de cacao, la Côte d'Ivoire a lancé le 1er octobre dernier sa campagne de commercialisation 2025/2026. Si les premières estimations du marché prédisent une meilleure récolte que celle de la campagne précédente, l'enthousiasme reste mesuré. En Côte d'Ivoire, le début de la campagne cacaoyère 2025/2026 est moins vigoureux. Entre le 1er et le 12 octobre, les arrivées de fèves dans les ports d'Abidjan et de San Pedro ont totalisé 48 000 tonnes, selon les estimations des exportateurs relayées par Reuters. Le stock annoncé affiche un repli de 52 % par rapport à celui enregistré au cours de la même période de la campagne précédente. Ce retard suggère un démarrage

lent des récoltes dans les principales zones de production, qui peut être mis en lien avec les conditions climatiques et un accès difficile aux plantations après les pluies. Les agriculteurs interrogés par Reuters à travers la ceinture cacaoyère évoquent une pluviométrie au-dessus de la moyenne sur la première semaine du mois d'octobre, qui a rendu de nombreuses routes rurales impraticables, ralentissant les livraisons vers les ports, mais entretient l'espoir d'une récolte abondante. Alors que les autorités n'ont pas encore annoncé de prévisions de récolte officielles pour la campagne en cours, le service indépendant de conseil commercial N'kalo souligne dans son dernier rapport sur le marché ivoirien que la production attendue sera meilleure que celles enregis-

trées au cours des deux campagnes précédentes. Il convient de noter que la récolte de cacao en Côte d'Ivoire est passée en dessous de la barre des 2 millions de tonnes depuis la campagne 2022/2023. Après une baisse de 25 % pour s'établir à 1,67 million de tonnes en 2023/2024, la production a rebondi de 10,5 % pour s'afficher à près de 1,85 million de tonnes en 2024/2025, selon les données compilées par l'Organisation internationale du cacao (ICCO). Rappelons que le prix minimum bord champ du kilogramme de cacao a été fixé à 2 800 francs CFA (5 \$), un record dans l'histoire de la filière.

NIGERIA

La Banque centrale réfléchit à l'adoption des stablecoins

Après avoir établi un cadre pour les crypto-actifs, le Nigeria s'attaque aux stablecoins : la Banque centrale lance un groupe de travail pour évaluer leur adoption, entre ambition d'innovation financière et prudence face aux risques monétaires. Après avoir mis en place un cadre pour les crypto-actifs, le Nigeria s'attaque à un nouveau chantier : la régulation des stablecoins, ces jetons numériques indexés sur des devises réelles, perçus comme une alternative plus stable aux cryptomonnaies classiques. Le gouverneur de la Banque centrale (CBN), Olayemi Cardoso, a annoncé la création d'un groupe de travail chargé d'en étudier les modalités d'adoption, à l'occasion des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale à Washington. Selon Cardoso, ce groupe réunira la CBN, le ministère des Finances et d'autres institutions publiques pour « approfondir l'analyse des implications économiques, réglementaires et technologiques » d'un cadre national sur les stablecoins. Ces actifs numériques, adossés à des devises ou à des matières premières, suscitent un intérêt croissant dans les économies émergentes en quête d'inclusion financière et de stabilité monétaire. « Il s'agit d'accompagner le développement des technologies financières sans les freiner, tout en préservant la confiance et la stabilité », a-t-il déclaré.

Un enjeu de souveraineté monétaire

Pour la CBN, la réflexion sur les stablecoins est le prolongement de la stratégie axée sur la modernisation du système de paiement nigérian, déjà marqué par l'essor des fintechs et des plateformes numériques. Le Nigeria, pionnier du lancement d'une monnaie numérique de banque centrale (l'eNaira en 2021), cherche désormais à adapter son cadre réglementaire à la montée en puissance des crypto-actifs privés. Cette initiative pourrait permettre de définir les conditions d'émission, de conversion et de supervision des stablecoins sur le marché nigérian, et renforcer la capacité de la Banque centrale à encadrer ces flux de capitaux numériques. Car le phénomène des crypto au Nigeria n'est pas marginal : le pays figure parmi les économies les plus avancées au monde en matière d'adoption crypto. Entre juillet 2023 et juin 2024, environ 59 milliards de dollars en transactions crypto ont été traités au Nigeria, ce qui positionne le géant africain en seconde place mondiale derrière l'Inde.

PARIS

Bute sur la faiblesse des banques avant une semaine chargée

Après avoir tutoyé les 8240 points (+0,8%) peu de temps après l'ouverture, la Bourse de Paris est de retour à son point d'équilibre (8170 points), tirée par Kering et Thales (+4% et +2,2% respectivement) mais freinée par les banques, avec notamment BNP Paribas (-7%), Crédit Agricole (-1,6%) et Société Générale (-1,5%).

Porté par les résultats meilleurs que prévu de LVMH et l'atténuation du risque politique dans l'Hexagone, le marché parisien était parvenu à s'arroger plus de 3,2% la semaine passée pour revenir brièvement au-delà du seuil des 8200 points, un niveau très proche de ses pics annuels, surperformant largement un indice Euro STOXX 50 affichant une hausse hebdomadaire d'environ 1,4%. Le mois d'octobre, qui s'achèvera la semaine prochaine, pourrait ainsi constituer l'un des meilleurs de la décennie pour les valeurs françaises avec un gain qui atteint pour l'instant 5,5%. Avec une progression qui dépasse maintenant 10% depuis le début de l'année, le CAC fait cependant toujours un peu moins bien que l'Euro STOXX 50 (+14%), le DAX (+19%), mais aussi le S&P 500 (+13%) sur la période. En dépit du retour des inquiétudes entourant la santé des banques régionales et des incertitudes sur les relations commerciales sino-américaines, Wall Street a également réussi à retrouver le chemin de la hausse la semaine dernière, avec une progression de 1,6% pour le Dow Jones et de 2,1% pour le Nasdaq. 'Gardons en tête que les fondamentaux économiques sont bons, l'analyse technique plaide en faveur d'une poursuite de la hausse et nous sommes dans une période de l'année traditionnellement favorable aux actions', rappelait récemment Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM. Dans des marchés qui évoluent non loin de leurs pics historiques, les indices pourraient cependant redevenir vulnérables aux mauvaises nouvelles, surtout que la semaine qui s'ouvre aujourd'hui s'annonce intense. L'épisode de volatilité qui s'est récemment matérialisé sur les marchés financiers, entre envolée de l'or et correction du bitcoin , est

ainsi venu rappeler aux investisseurs que le chemin de la hausse était souvent chaotique. L'annonce, vendredi, de la dégradation de la note de la dette française par l'agence S&P montre par ailleurs que les dernières turbulences politiques en France sont bel et bien de nature à pénaliser l'activité économique dans le pays. Les investisseurs vont aussi être attentifs à l'évolution des questions commerciales, avec l'espoir que les récentes tensions observées entre Washington et Pékin s'apaisent en vue de la rencontre entre Donald Trump et Xi Jinping prévue d'ici à la fin du mois. Au-delà du commerce, les investisseurs attendent aussi d'en savoir plus sur la santé de l'économie, même si le calendrier des indicateurs aux États-Unis s'annonce encore une fois très allégé du fait du 'shutdown' qui frappe actuellement les administrations américaines. Le Département du Travail publiera malgré tout ce vendredi son rapport sur les prix à la consommation (CPI) pour le mois de septembre, celui-ci étant indispensable pour déterminer l'ajustement du coût de la vie nécessaire au calcul des prestations versées par la Sécurité sociale. Dans l'ensemble, les économistes attendent une inflation 'de base' (core) peu changée à 3,1% sur un an, un chiffre qui permettrait de conforter les anticipations de deux nouvelles baisses de taux de la Fed d'ici à la fin de l'année. Les indices PMI mesurant l'activité dans le secteur privé européen seront également suivis de près vendredi, même si ceux-ci devraient montrer que la reprise économique demeure poussive sur le Vieux Continent, avec encore d'importantes divergences entre les services et l'industrie. Si toutes ces données économiques devaient se révéler décevantes, cela pourrait faire dévier les indices de leur récente trajectoire

haussière. Au-delà des indicateurs, les résultats d'entreprise constitueront l'autre élément clé de la tendance sur les marchés cette semaine. Aux États-Unis, de nombreux ténors de la trempe de Netflix, Tesla, IBM ou Intel dévoileront leurs comptes du troisième trimestre au cours des jours à venir. Les publications s'annoncent tout aussi nombreuses en Europe, où les performances de Kering, Hermès, L'Oréal, Nokia, Roche, SAP, Safran et Thales seront particulièrement attendues. Sur le compartiment obligataire, le Bund à 10 ans évolue à 2,6% (+2 pts) pour une OAT de même échéance à 3,39% (+3 pts). Dans l'actualité des sociétés tricolores, Kering et L'Oréal annoncent la conclusion d'un partenariat stratégique de long terme, couvrant l'acquisition de la Maison Creed par L'Oréal, la signature des licences de beauté et de fragrances de maisons emblématiques de Kering, et une coentreprise exclusive. TotalEnergies et Colas, filiale de Bouygues spécialisée dans les infrastructures de trans-

port, annoncent renouveler leur partenariat pour 3 ans afin d'accélérer ensemble la décarbonation des activités de construction en France et à l'international. À l'occasion du congrès de la Société européenne d'oncologie médicale, à Berlin, Sanofi fait part de données prometteuses de l'essai de phase 2 ALPHAMEDIX-02 évaluant son AlphaMedix contre les tumeurs neuroendocrines gastro-entéro-pancréatiques (TNE-GEP). Soitec a annoncé lundi qu'une étude conduite avec le CEA avait permis de démontrer que sa technologie de substrat FD-SOI disposait du potentiel pour devenir une véritable 'puce de référence' dans le domaine de la cybersécurité automobile. Néovacs annonce avoir reçu une offre ferme d'un investisseur privé suisse portant sur une émission obligataire de 44 MEUR, souscrite en totalité à la signature du contrat. L'opération serait réalisée par Arnity Therapeutics, société en cours de création pour piloter les développements cliniques, sans effet dilutif pour les actionnaires.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 16 Octobre 2025 Valeur : 20 Octobre 2025				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.9253	129.9403
1	EUR	EURO	151.3240	151.4194
1	GBP	POUND STERLING	174.3964	174.4868
100	JPY	JAPANESE YEN	85.8897	85.9053
1	CNY	CHINESE YUAN	18.2315	18.2372
1	CHF	SWISS FRANC	162.9566	163.0777
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	92.5592	92.6028
1	DKK	DANISH KRONE	20.2657	20.2696
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.7126	13.7178
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.8884	12.8932
1	AED	UAE DIRHAM	35.3721	35.3781
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.6412	34.6471
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.5925	424.9192
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.8970	44.3381
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.1576	14.1592
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8483	23.9707
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2539	3.2640
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.1989	177.1989

BOURSE ZURICH

Un SMI attendu dans le vert

La Bourse suisse se dirigeait lundi vers une ouverture positive, à l'opposé de sa clôture vendredi plombée notamment par les résultats des banques américaines. De son côté, Wall Street a pu souffler après des déclarations de Donald Trump suscitant des espoirs commerciaux avec Pékin, et outrepassant les inquiétudes sur le crédit américain. "Les actions européennes devaient ouvrir en hausse, l'appétit pour le risque s'étant amélioré grâce

aux signes d'apaisement des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine et à la stabilisation du sentiment autour des banques régionales américaines", estime la plateforme Trading Economics. La Bourse de New York a terminé en hausse vendredi. Le Dow Jones a gagné 0,52%, l'indice Nasdaq 0,52% et l'indice élargi S&P 500 s'est octroyé 0,53%. Sur les places européennes, Paris a terminé en cédant 0,18%, Francfort 1,82%, Milan

1,45% et Londres 0,86%. Vers 08h10, le SMI gagnait 0,37% à 12'690,86 points, selon les indications avant-Bourse compilées par Julius Bär, après avoir clôturé en baisse de 0,45% vendredi. Sur les vingt valeurs vedettes, seulement une optait pour le rouge. Sur le podium, Amrize prenait la première place (+1,2%). Logitech et Richemont (+1,1% chacun) suivaient de près, sans indications particulières. La lanterne rouge revenait au bon

Roche (-1,0%). Le géant pharmaceutique a reçu le feu vert de la FDA pour Gazyva/Gazyvaro contre le lupus néphrétique. Le bâlois a par ailleurs circonscrit l'usage de son Te-centriq dans le cancer de la vessie. Les autres poids lourds, Nestlé et Novartis progressaient de concert (+0,4%). Le géant des matériaux de construction Holcim (+0,6%) a fait l'acquisition pour 1,85 milliard d'euros (1,71 milliard de francs suisses) du spécialiste allemand des solu-

tions murales Xella, pour l'heure propriété du gestionnaire de fonds texan Lone Star Funds. Sur le marché élargi, Aryzta reculait de 0,9% après avoir publié ses résultats trimestriels. Le boulanger industriel a vu ses recettes stagner, tandis que sa croissance organique s'est amenuisée. La direction a confirmé ses objectifs pour l'ensemble de l'année. DKSH (+0,5%) a conclut un accord de distribution exclusif à Taiwan avec Oli Enterprise.

CANADA

Les ventes de logements à l'échelle nationale ont diminué

Les ventes de logements à l'échelle nationale ont diminué 1,7 % d'août à septembre, ce qui représente la première contraction après cinq hausses mensuelles consécutives. Malgré la reprise observée au cours des mois précédents, les ventes restaient inférieures de 6,2 % à leur plus récent sommet atteint en novembre 2024.

La baisse des ventes a été généralisée à l'échelle du pays, avec des diminutions observées dans 8 des 10 provinces en septembre, notamment au Nouveau-Brunswick (-6,2 %), en Alberta (-5,4 %), en Colombie-Britannique (-3,0 %), à Terre-Neuve (-2,0 %), en Nouvelle-Écosse (-1,4 %), au Québec (-0,8 %), en Ontario (-0,7 %) et à l'Île-du-Prince-Édouard (-0,6 %). En revanche, les ventes de logements ont augmenté au Manitoba (+5,6 %) et en Saskatchewan (+1,7 %). Ce ralentissement de l'activité s'est produit malgré la baisse du taux directeur de la Banque du Canada à la mi-septembre, une mesure prise dans un contexte d'incertitude commerciale liée aux droits de douane qui pèse sur les consommateurs.

En raison du moment choisi, cette baisse n'a pas eu un effet significatif sur les transactions conclues en septembre. Toutefois, la baisse des taux hypothécaires et la perspective de nouveaux assouplissements devraient soutenir l'activité au quatrième trimestre, à condition que la détérioration du marché du travail reste limitée. Après avoir reculé en août, les mises en chantier ont rebondi en septembre pour atteindre un niveau supérieur de 20 % à leur moyenne sur dix ans. La hausse enregistrée ce mois-ci est en grande partie attribuable à un rebond en Ontario, qui a enregistré son plus haut niveau de mises en chantier depuis juillet 2024. Plus de la moitié des bons résultats

de l'Ontario sont attribuables à Toronto, qui a dépassé Calgary pour la troisième fois seulement depuis février 2025, malgré une population quatre fois plus importante. À l'avenir, malgré des développements encourageants, l'incertitude entourant la situation commerciale avec les États-Unis devrait persister au cours des prochains mois, ce qui pourrait peser sur le marché immobilier. L'assouplissement monétaire supplémentaire que nous attendons de la Banque du Canada à court terme pourrait apporter un certain soutien, à condition que le ralentissement actuel du marché du travail ne s'aggrave pas trop

IRLANDE

Dublin anticipe un ralentissement de son économie

Les droits de douane américains vont « affecter la croissance » irlandaise l'an prochain, a prévenu mardi 7 octobre le gouvernement lors de la présentation de son budget annuel 2026, ce qui ne l'empêchera pas d'injecter des milliards d'euros dans les services publics et de baisser les impôts. Dotée d'une fiscalité avantageuse pour les entreprises, l'Irlande voit chaque année ses recettes gonflées par les nombreuses multinationales, dont des géants américains de la tech (Apple, Google ou la maison mère de Facebook, Meta), qui y ont installé leur siège européen, afin d'y déclarer l'essentiel de leurs revenus sur le continent. Le pays continue de présenter pour l'an prochain un excédent budgétaire (c'est-à-dire que, grâce à cette manne, le pays perçoit plus que ce qu'il dépense), mais celui-ci est réduit de moitié, à 5,1 milliards d'euros. Malgré « l'accord commercial récent entre l'UE et les États-Unis », qui limite l'essentiel des droits de douane américains à un plafond de 15%, ceux-ci « auront évidemment un impact sur la croissance au cours des années à venir », a prévenu le ministre irlandais des Finances, Paschal Donohoe, à la chambre basse du Parlement. La croissance économique irlandaise doit ainsi ralentir à 2,3% l'année prochaine, contre 3,3% en 2025, a-t-il précisé.

POUR FINANCER DES RÉDUCTIONS D'IMPÔTS

L'Italie veut lever des milliards auprès des banques et des assureurs

La coalition gouvernementale italienne a élaboré un plan visant à générer environ 11 milliards d'euros au cours des trois prochaines années en imposant des contributions aux banques et aux compagnies d'assurance. Jeudi, le ministère a publié le document budgétaire, qui prévoit des contributions totalisant 4,3 milliards d'euros en 2026, suivies d'autres contributions en 2027 et 2028. L'accord introduit de nouvelles me-

sures fiscales pour financer les initiatives en matière de soins de santé. Les banques se verront imposer une taxe facultative sur leurs réserves de capital. En payant cette taxe, elles pourront éviter une taxe antérieure sur les bénéfices exceptionnels et reporter certains avantages fiscaux. Cette approche est toutefois controversée au sein du gouvernement de coalition. La première tentative de la Première ministre Giorgia Meloni en

2023 d'introduire un impôt sur les bénéfices exceptionnels des banques a été rejetée par les acteurs du marché. L'année dernière, le gouvernement est parvenu à un accord avec les prêteurs, mettant en œuvre un prélèvement qui n'a finalement pas eu d'impact sur leurs revenus. La proposition actuelle permet aux banques d'accéder à ces réserves en payant une taxe de 27,5 pour cent, au lieu des 40 pour cent initialement prévus.

Avec cette stratégie, Meloni souhaite financer des réductions d'impôts pour les revenus moyens. Il s'agit d'une promesse électorale importante à l'approche des élections générales, qui doivent avoir lieu au plus tard en 2027. Le ministre des Finances, Giancarlo Giorgetti, a récemment annoncé que l'impôt sur le revenu serait réduit pour les personnes gagnant entre 28 001 et 50 000 euros.

POUR STIMULER L'INVESTISSEMENT

Le Royaume-Uni lance le club « Sterling 20 »

Le gouvernement britannique a annoncé lundi la création du club « Sterling 20 », réunissant 20 des plus grands fonds de pension du pays, dans le but de coordonner davantage le soutien aux infrastructures locales et aux entreprises nationales. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie plus large visant à encourager

l'investissement privé et à accélérer la croissance économique. Le projet « Sterling 20 » compte parmi ses membres les gestionnaires d'actifs Legal & General, Aviva et M&G, ainsi que le plus important régime de retraite privé du Royaume-Uni, le Universities Superannuation Scheme. Legal & General a indiqué qu'il investirait 2 milliards

de livres sterling (2,7 milliards de dollars) dans des projets britanniques à « impact » sur cinq ans, notamment en développant 10 000 logements abordables et en finançant des programmes de régénération urbaine, dans le cadre d'annonces coordonnées. Bien que le gouvernement ait déjà lancé diverses initiatives pour stimuler l'investissement

privé, certains acteurs du secteur financier ont exprimé en privé des doutes sur leur efficacité et sur le manque de projets dits « prêts à démarrer ». Le prochain budget de la ministre des Finances Rachel Reeves, prévu le mois prochain, pourrait également mettre à l'épreuve la confiance des entreprises alors qu'elle envisage une hausse des

impôts. « Il s'agit de relancer la construction au Royaume-Uni - rassembler notre épargne, nos investisseurs et nos régions pour fournir les logements, les infrastructures et les industries qui stimuleront la croissance et créeront de bons emplois dans chaque coin du pays », a déclaré Rachel Reeves dans un communiqué

ALLEMAGNE

Le ministère de l'Économie relève sa prévision de croissance à 0,2% pour 2025

Le ministère allemand de l'Économie a relevé mercredi sa prévision de croissance économique pour cette année à 0,2%, contre une prévision précédente d'une stabilité. Le ministère prévoit désormais une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 1,3% l'année prochaine et de 1,4% en 2027. La première économie d'Europe fait

face à une activité économique poussive depuis la pandémie de COVID-19, qui a été suivie de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie et de la mise en œuvre d'une politique douanière du président américain Donald Trump. L'Allemagne a traversé une récession en 2023 et 2024. Contrairement au modèle habituel de reprise, le commerce extérieur ne de-

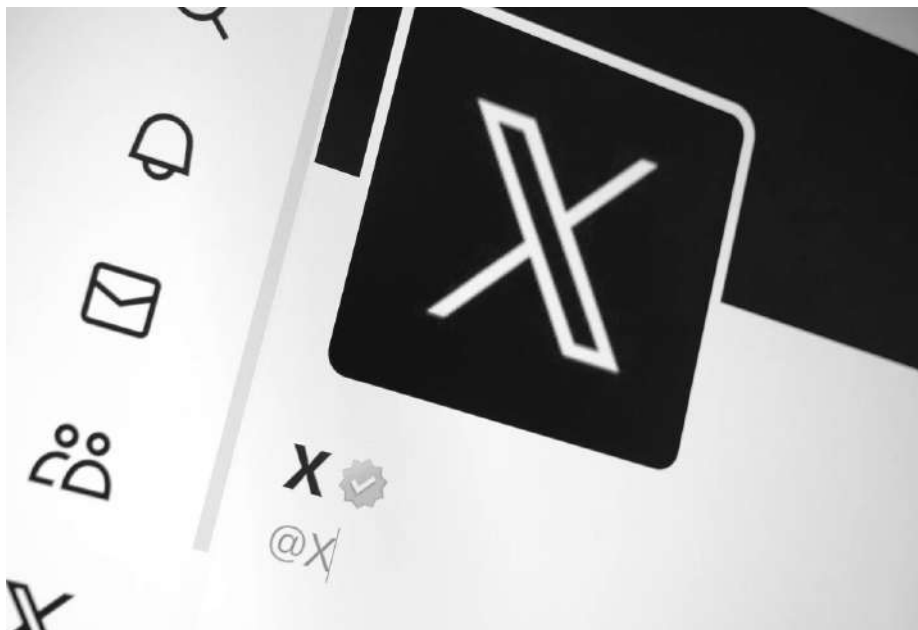
vrait pas être le moteur du redressement. Ce sont la demande intérieure, en particulier la consommation privée et publique ainsi que l'investissement, qui donneront l'élan à la reprise, selon le ministère. Les exportations devraient diminuer de 0,1% en 2025, avant de renouer avec une croissance de 1,2% en 2026 et de 1,6% en 2027.

Le nombre de chômeurs en Allemagne a dépassé les trois millions en août pour la première fois depuis une décennie, alors que le pays peine à surmonter une économie durablement faible. Selon les nouvelles projections du gouvernement, le taux de chômage devrait passer de 6,3% cette année à 6,2% en 2026, puis à 6,0% en 2027.

49 MILLIONS DE FAUX COMPTES

Comment Europol a mis fin à une arnaque massive

Lors de l'opération SIMCARTEL menée le 10 octobre 2025 en Lettonie, Europol a mis la main sur une infrastructure faisant office de passerelle pour les cybercriminels. Le bilan chiffre 7 arrestations, 1 200 boîtiers SIM et 40 000 cartes actives saisies, qui ont permis la création de 49 millions de faux comptes en ligne.



Une fois de plus, les autorités européennes ont frappé fort. Sept personnes ont été arrêtées, dont cinq ressortissants lettons, lors de 26 perquisitions coordonnées en Lettonie. Les enquêteurs ont mis au jour une plateforme technique permettant à des hackers de louer des numéros de téléphone provenant de plus de 80 pays différents. Cette infrastructure, qualifiée de cybercrime-as-a-service (CaaS), permettait à des criminels de payer pour obtenir des numéros temporaires afin de dissimuler leur identité réelle et leur localisation géographique.

Une nouvelle "SIM farm" démantelée

Le réseau s'appuyait sur 1 200 boîtiers SIM contenant 40 000 cartes actives, sans compter des centaines de milliers de cartes supplémentaires découvertes lors des saisies. Ces dispositifs, appelés "SIM boxes" ou "SIM farms", sont des appareils équipés de multiples emplacements pour cartes SIM qui automatisent la réception et l'envoi de SMS en masse. Ils servent principalement à recevoir les codes de vérification envoyés par les plateformes en ligne lors de la création de comptes.

Les criminels créaient ainsi des profils sur les réseaux sociaux et applications de messagerie avec des identités volées ou fictives, contournant les systèmes de vérification par numéro de téléphone mis en place par ces services. Les deux sites web commercialisant cette activité, gogetsms.com et apisim.com, affichent désormais une bannière de saisie des autorités. GoGetSMS se présentait comme un service de "numéros temporaires rapides et sécurisés" avec plus de 10 millions de numéros disponibles pour recevoir des codes de vérification depuis 160 services en ligne. La plateforme proposait même aux propriétaires de cartes SIM de monétiser leurs équipements en les transformant en "actifs générateurs de revenus passifs" grâce à un logiciel spécialisé, touchant de l'argent pour chaque SMS reçu.

49 millions de comptes frauduleux

Les 49 millions de comptes frauduleux créés ont servi de base à des campagnes de phishing et de smishing (hameçonnage par SMS). Les hackers utilisaient ces faux profils pour mener des arnaques à l'investissement, présentant de préten-

dues opportunités de trading à leurs victimes. Souvent, les criminels contactaient leurs victimes sur WhatsApp en se faisant passer pour leur fils ou leur fille, prétextant un nouveau numéro et demandant un virement d'urgence à quatre chiffres.

Europol a rattaché ce réseau à plus de 1 700 cas individuels de fraude en Autriche et 1 500 en Lettonie, avec des pertes financières respectives de 4,5 millions d'euros et 420 000 euros. Mais les délits vont bien au-delà de la fraude classique. Les autorités ont identifié des cas d'extorsion, de trafic de migrants et de diffusion de matériel pédopornographique. Pour échapper aux forces de l'ordre de chaque pays, le réseau permettait aux criminels d'opérer depuis n'importe quel endroit du globe avec n'importe quel numéro étranger.

Une coopération européenne

Au-delà du matériel, les autorités ont gelé 431 000 euros sur les comptes bancaires des suspects et 266 000 euros supplémentaires sur leurs comptes de cryptomonnaies. Quatre véhicules de luxe ont également été confisqués lors des perquisitions.

L'opération SIMCARTEL résulte d'une collaboration entre les autorités autrichiennes, estoniennes, finlandaises et lettones, coordonnées par Europol et Eurojust. Europol a déployé des spécialistes à Riga pour apporter une assistance sur le terrain et une expertise forensique. L'agence européenne a travaillé en partenariat avec la fondation Shadowserver pour démanteler l'infrastructure technique du réseau, saisir les preuves numériques et remplacer les sites illégaux par des notifications des forces de l'ordre. Cinq serveurs hébergeant l'infrastructure criminelle ont été démantelés. Leur analyse pourrait permettre d'identifier les clients ayant acheté et utilisé ces services illégaux pour des enquêtes ultérieures ciblant les utilisateurs finaux de la plateforme.

SPACEX EN MODE ROI

Starlink a atteint un nombre record de satellites dans l'espace ce week-end mondiale

L'entreprise aérospatiale d'Elon Musk vient de passer un cap exceptionnel avec le lancement effectué dimanche 19 octobre d'une fusée Falcon 9.

On peut le dire, l'avance aérospatiale des États-Unis est aujourd'hui largement portée par l'entreprise d'Elon Musk, SpaceX. Une avance d'autant plus inévitable que la société propose un service d'internet par satellites Starlink (qui bénéficient d'une jolie mise à jour) très prisé à travers la planète. Et ce service est aujourd'hui servi par une constellation qui a atteint un seuil important !

Plus de 10 000 satellites Starlink ont été lancés dans l'espace

Ce dimanche 19 octobre, SpaceX effectuait le lancement d'une fusée Falcon 9 à partir de la station Cape Canaveral, en Floride. Un lancement qui semblerait anodin, s'il ne permettait pas à la société de passer un jalon particulièrement important.

En effet, avec ce lancement, et les nouveaux satellites mis en orbite, Starlink vient de dépasser les 10 000 satellites mis en orbite ! Et parmi tous ces satellites lancés au fil des années, 8 608 fonctionnent encore aujourd'hui. Et pour ceux qui y voient une réalisation exceptionnelle, il faut savoir que Starlink a l'autorisation d'en lancer jusqu'à 12 000, et que ce chiffre pourrait être à long terme allongé jusqu'à 30 000.

Une prouesse qui a débuté en 2018

Le succès de l'entreprise est d'autant plus à saluer qu'il n'a même pas nécessité une décennie. En effet, l'aventure Starlink dans l'espace a commencé avec le lancement dans l'espace de deux satellites prototypes « Tintin A » et « Tintin B », en février 2018. On voit tout le chemin qui a ensuite été parcouru en un peu moins de sept ans.

À noter que le lancement de dimanche n'a pas créé qu'un seul record. Le lanceur utilisé, le Falcon 9 numéro 1067 utilisé dans l'opération, effectuait son 31^e décollage, ce qui établit un nouveau record de nombre de vols réalisés par un seul booster. Enfin, ce lancement était le 132^e effectué par un lanceur Falcon 9 cette année, ce qui égale déjà le record de l'an dernier, alors qu'il reste plus de deux mois dans l'année. SpaceX risque donc de pulvériser les compteurs de ce côté-là encore d'ici au 31 décembre.

Elon Musk nous en dit plus sur Macrohard, qui va ironiquement s'inspirer du concurrent historique Microsoft



Un nouveau projet, du nom de Macrohard, prend forme du côté de xAI, l'entreprise d'IA

d'Elon Musk. Et la cible n'est rien moins que Microsoft. L'intelligence artificielle à l'avenir

pourrait bien remplacer de nombreux métiers, mais aussi pouvoir rendre obsolètes des entreprises et leur mode de fonctionnement. Et on peut compter sur Elon Musk, dont les modèles d'intelligences développés par son entreprise xAI - et déjà mis à l'usage pour divers projets comme Grokipedia -, pour développer des applications à la technologie.

Macrohard, le nouveau projet ambitieux de xAI

On commence à y voir plus clair sur le projet « macrohard » porté par l'entreprise IA d'Elon Musk, xAI. Le milliardaire a en effet commencé à discuter de sa nouvelle ambition.

Microhard serait une entreprise spécialisée dans la conception d'absolument n'importe quel type de produits, dont elle déléguerait ensuite la production à des partenaires.

« Notre objectif est de créer une entreprise capable de tout faire, à l'exception de la fabrication directe d'objets physiques, mais qui pourra le faire indirectement, à l'instar d'Apple qui confie la fabrication de ses téléphones à d'autres entreprises » a-t-il ainsi précisé.

Un jeu mot de en forme de pied de nez à Microsoft

Mais l'ambition généralise est en fait une idée plus précise, et qui a

déjà une cible. En effet, le nom de « Macrohard » est en fait un jeu de mot voulant aller à l'encontre de Microsoft, « Macro » étant utilisé à l'inverse de « Micro », et « hard » en opposition à « soft ».

L'objectif serait de concurrencer Microsoft en développant une activité de production de logiciels utilisant des agents IA. Dans le cas le plus ambitieux de tous, le projet Macrohard permettrait de remplacer le système d'exploitation Windows par un ensemble d'agents IA, qui effectueraient les tâches nécessaires. Un nouveau projet qui serait permis par le supercalculateur Colossus II, qui tourne grâce à plusieurs millions de GPU NVIDIA.

IL VA DEVOIR GÉRER UN CONSTRUCTEUR EN CRISE

Le nouveau patron de Porsche est loin d'être un inconnu

Le groupe Volkswagen a annoncé un changement majeur à sa tête : Oliver Blume n'est plus le patron de Porsche. Il garde seulement la casquette la plus importante, à savoir celle de diriger le groupe allemand dans son ensemble. Il est remplacé par un ancien de la maison qui est passé par Ferrari et McLaren, et qui aura fort à faire.

Prendre en main un constructeur ou un groupe automobile en 2025, c'est quasiment s'assurer de vivre des galères. Aucun ne semble épargné, en tout cas en Europe, par le déclin de la demande, l'électrification des ventes qui ne progresse pas comme il le faudrait ou encore la difficile gestion des usines qui produisent trop peu et qui coûtent trop cher. Cette mission fera bel et bien partie du programme de Michael Leiters, le nouveau patron de Porsche qui succède à un Oliver Blume de plus en plus décrié en interne et poussé vers la sortie. Ce dernier, qui avait un double rôle (directeur général de Porsche, et patron du groupe Volkswagen), devra désormais se concentrer uniquement sur le groupe VW. Fini, les semaines découpées entre Wolfsburg et Stuttgart.

Qui est le nouveau patron de Porsche ?

Celui qui prend le relais chez Porsche est loin d'être un inconnu. Il a occupé un poste d'ingénieur chez Porsche entre 2000 et 2013 avant de partir vers d'autres marques de luxe : Ferrari, mais aussi McLaren qu'il dirigeait jusqu'en avril. Michael Leiters retourne donc à la maison à 53 ans. Leiters le doctorant en mécanique avait été ni plus ni moins que le responsable du développement du tout premier Cayenne chez Porsche. Et le hasard a fait que cet homme s'est retrouvé spé-



cialiste des « premières » puisqu'ils entra ensuite chez Ferrari pour travailler sur... le Purosangue ! Trop conservateur, Leiters a été poussé vers la sortie par le nouveau patron de Ferrari qui souhaitait alors mettre l'accent sur l'électrification.

En bon spécialiste du Cayenne, il tombe donc à pic. Il va en effet devoir prendre la main sur ce dossier épineux puisque le passage au tout électrique du Cayenne ne se fera pas aussi vite que prévu. Et c'est bien l'un des nombreux défis qui l'attendent : une électrification trop lente des ventes chez Porsche qui force le constructeur à réinvestir des

milliards d'euros en motorisations thermiques ou hybrides pour éviter la catastrophe. Le Macan a certes fait sa transition, mais pour les autres modèles, Porsche se veut désormais plus prudent.

Porsche en crise

Michael Leiters sait très bien où il met les pieds, mais ses semaines risquent d'être particulièrement chargées. Cela devrait lui changer de McLaren puisqu'il prend la tête d'une marque écoulant plus de 300 000 voitures par an dans le monde. Une marque en crise,

qui a vu ses bénéfices au premier semestre fondre de 71 %. Porsche envisage désormais de supprimer 1900 postes en Allemagne et de nouvelles négociations avec les syndicats auront lieu dans les prochaines semaines pour savoir s'il faut tailler encore plus dans les effectifs. La dégringolade en Chine et les barrières douanières aux États-Unis proposeront aussi un défi diplomatique à Michael Leiters qui devra probablement commencer par consolider le marché domestique européen. A court terme, Porsche présentera probablement le fil rouge du nouveau patron. Nous y verrons alors un peu plus clair.

Ce constructeur coréen atteint une valorisation record et devient l'une des marques les plus puissantes du monde

Hyundai franchit une nouvelle étape dans son ascension mondiale. Le constructeur coréen atteint une valorisation record de 24,6 milliards de dollars, selon le classement Interbrand 2025, et se hisse à la 30^e place des marques les plus puissantes au monde. Une progression portée par des résultats financiers solides, une gamme électrique en plein essor et une stratégie d'expansion internationale désormais saluée au même titre que les plus grands. Qu'il est loin le temps où l'on voyait l'arrivée des constructeurs coréens d'un mauvais oeil, peut-être comme on peut le faire actuellement avec les marques chinoises. En effet, s'il fallait une preuve de leur succès à travers le monde, en voici une : Hyundai Motor Company vient de franchir un nouveau cap en se classant parmi les marques (pas seulement au-



tomobiles) les plus puissantes au monde. Il faut dire que le constructeur affiche une valorisation record de 24,6 milliards de dollars, soit une hausse de 72 % en cinq ans. De quoi donc se hisser à la 30^e place mondiale, marquant (consacrant ?) seize années consécutives de croissance. Cette performance repose sur

une combinaison de résultats financiers solides, de lancements réussis dans l'électrique et d'une expansion internationale maîtrisée. En 2024, Hyundai a franchi la barre des 100 millions de véhicules produits, enregistré un chiffre d'affaires record de 175,2 billions de wons (environ 119 milliards d'euros) et main-

tenu une marge d'exploitation de 8,1 %, parmi les plus élevées du secteur.

Une stratégie mondiale bien calibrée

Le groupe coréen, qui figure pour la deuxième fois consécutive dans le top 30 Interbrand, bénéficie de sa diversification géographique et de ses investissements ciblés. Son introduction en Bourse en Inde, la plus importante de l'histoire du pays, a consolidé sa présence sur l'un des plus gros marchés, tandis que des investissements massifs aux États-Unis renforcent sa production locale et sa crédibilité face aux constructeurs américains. Hyundai continue également de capitaliser sur ses succès dans l'électrification. À l'image du nouveau petit Insider, élu Véhicule électrique mondial 2025.

Double tranchant

Hyundai n'a jamais été aussi haut dans les classements de notoriété. Et le constructeur de Séoul devance désormais de nombreuses marques historiques européennes au classement Interbrand, mais reste derrière Toyota et Mercedes-Benz, respectivement 6^e et 8^e. Cette reconnaissance, autant que sa valorisation, sont à double tranchant : si cela illustre la dynamique du groupe Hyundai, derrière, les attentions qui pèsent sur lui sont aussi plus fortes que jamais. Sur un marché automobile mondial toujours sous tension, entre baisse de la demande électrique, guerres commerciales, des prix et des matériaux, le constructeur devra désormais maintenir sa rentabilité tout en poursuivant ses investissements lourds dans les technologies logicielles et les batteries.

PÉTROLE

Le Brent à 61 dollars le baril

Les cours du pétrole accusaient, lundi, une légère baisse, le marché reste attentif notamment à l'évolution des négociations commerciales entre Washington et Pékin. Au milieu de la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, perdait 0,47% à 61 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en novembre, tombait de 0,47% à 57,27 dollars. La situation actuelle des cours est en partie liée, selon des experts, à la hausse de production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep+) depuis le mois d'avril. Par ailleurs, les négociations commerciales sino-américaines attendues prochainement pourraient relancer les cours de l'or noir, ont souligné des spécialistes du marché.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 21 octobre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



COOPÉRATION

M. Attaf reçoit le directeur général de l'AIEA

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, lundi au siège du ministère, le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Rafael Mariano Grossi, qui effectue une visite officielle en Algérie, indique un communiqué du ministère. A cette occasion, le ministre d'Etat a eu un entretien en tête à tête avec M. Grossi, suivi de discussions élargies aux membres des délégations des deux parties, ajoute le communiqué. Les discussions ont permis de passer en revue les différents axes de coopération entre l'Algérie et l'AIEA dans le domaine de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques et d'examiner les perspectives de leur élargissement et leur promotion, notamment dans les domaines liés au développement durable, comme la santé, l'agriculture, les ressources hydriques et les énergies renouvelables, précise le communiqué. Les deux parties ont également débattu des voies et moyens de poursuivre la contribution commune en vue de renforcer l'accès des pays africains à la technologie nucléaire à usage pacifique.

MONNAIES

Le dollar stable face l'euro

Le dollar s'affichait lundi stable face aux autres devises dans un marché en attente de nouvelles données économiques américaines, qui pourraient le propulser dans les prochaines séances. Au milieu de la matinée, le billet vert était échangé à la monnaie unique européenne, à 1,1654 dollar, et grappillait 0,07% à la livre, à 1,3416 dollar. Les données économiques américaines sont assez rares cette semaine, le gouvernement étant toujours bloqué, tandis que l'indice des prix à la consommation (CPI) pour septembre devrait être publié ce vendredi, souligne-t-on. Le yen a aussi brièvement profité en début de séance, tout comme les actions nippones, de l'annonce de la signature d'un accord de coalition entre le Parti libéral-démocrate (PLD), au pouvoir, et un nouveau partenaire, assurant à la dirigeante du PLD Sanae Takaichi de devenir Première ministre dès mardi. Quant à l'or, il restait aussi dans le vert, après avoir atteint vendredi un nouveau record, à 4.379,93 dollars l'once.

ALGÉRIE-ESPAGNE

La coordination efficace, socle solide face aux défis communs

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud a affirmé, lundi à Alger, que la coordination efficace entre l'Algérie et l'Espagne constitue "un socle solide" pour relever les défis communs et définir les contours d'une coopération étroite basée sur l'intérêt mutuel et le respect réciproque. Dans son allocution à l'ouverture des travaux de la réunion bilatérale avec son homologue espagnol, M. Fernando Grande Marlaska, M. Sayoud a déclaré: "Je vous réaffirme notre ferme engagement à renforcer les liens de coopération et de partenariat avec l'Espagne, à même de concrétiser nos aspirations communes", indiquant que "l'interaction continue et la coordination efficace entre nos deux pays constituent un socle solide pour faire face aux défis et accomplir les réalisations". "Les nouvelles propositions offrent une opportunité précieuse de définir les contours d'une coopération étroite, basée sur l'intérêt mutuel et le respect réciproque", a souligné le ministre, ajoutant que la rencontre d'aujourd'hui "constitue une nouvelle opportunité d'échanger les vues sur ces menaces majeures qui exigent l'unification de nos efforts et la recherche de solutions durables, conformément aux visions éclairées et aux hautes orientations des autorités suprêmes des deux pays". Dans ce contexte, M. Sayoud a salué "hautement" les résultats des travaux de la commission mixte de la coopération sécuritaire tenus à Madrid (Espagne) le 13 octobre courant, exprimant sa "grande satisfaction quant au volume des échanges et à la régularité croissante" de la mise en œuvre des activités de coopération entre les polices des deux pays. Il a fait savoir qu'"un programme de formation a été élaboré pour la période 2025- 2026, axé notamment sur le renforcement des capacités des éléments du groupement des opérations spéciales de la police, la lutte contre la migration par voie maritime ainsi que sur la mise en place d'une formation de haut niveau". Il a tenu à saluer la coopération "fructueuse" entre les corps de la Protection civile des deux pays. Abordant la question de la migration clandestine, M. Sayoud a indiqué qu'elle constitue "l'un des défis majeurs auxquels les deux pays sont confrontés", rappelant qu'elle a "des répercussions sur les plans sécuritaire, social et économique et qu'elle peut porter atteinte à la sécurité et à la stabilité des deux pays si elle n'est pas traitée et maîtrisée de manière appropriée". A ce propos, il a mis l'accent sur la nécessité de "renforcer davantage la coopération et la coordination, de consolider les mécanismes d'échange d'informations et de collaboration dans l'intérêt commun des deux parties en vue d'assurer un meilleur contrôle de ce phénomène préoccupant". L'Espagne "fait face à des défis liés à l'arrivée de migrants irréguliers sur ses côtes, l'Algérie affronte une situation similaire avec des menaces accrues, des complexités plus grandes et des risques plus subtils", a indiqué le ministre. Il a souligné que dans le cadre de "la préservation de nos intérêts nationaux et de la protection de notre sé-



curité nationale, conformément à une approche équilibrée tenant compte des impératifs sécuritaires, des considérations humanitaires et des engagements internationaux, nos différents services œuvrent avec fermeté et rigueur à endiguer ces flux massifs de migrants en situation irrégulière". A la faveur de "la conjugaison des efforts de tous les acteurs concernés et du professionnalisme des organes opérationnels, notamment l'Armée nationale populaire (ANP), nous avons pu assurer une gestion optimale des défis que pose la migration irrégulière vers notre pays", a-t-il dit. En 2024, "plus de 100.000 migrants irréguliers ont été empêchés de se déplacer vers l'Afrique du nord et l'Europe". En 2025, "plus de 82.000 migrants irréguliers ont été reconduits vers leurs pays d'origine dans des conditions décentes garantissant leur dignité et leurs droits fondamentaux", a fait savoir le ministre. Il a également fait état du "démantèlement d'un nombre important de réseaux criminels transnationaux impliqués dans la migration irrégulière et d'autres formes de criminalité telles que la contrebande, la traite des êtres humains et le trafic de drogues et d'armes". M. Sayoud a, par ailleurs, salué "la coopération exceptionnelle" avec le Bureau de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en Algérie, en matière du retour volontaire des migrants en situation irrégulière vers leurs pays d'origine. Selon lui, "les efforts consentis par les autorités algériennes ont permis, en 2024, de faciliter le retour de 8.500 migrants irréguliers, et en 2025, celui de plus de 7.000 autres dans de bonnes conditions et dans le respect des droits de l'homme". "Malgré les pressions et les menaces liées à ce phénomène, l'Algérie ne recourt en aucun cas à la question migratoire comme moyen de chantage ou de marchandage avec les pays de destination (pays européens), contrairement à certaines parties", a-t-il martelé, précisant qu'il s'agit "d'une question humanitaire, où prime la souffrance de personnes souvent poussées par les conditions économiques et les crises à entreprendre cette dangereuse aventure". Les efforts consentis par l'Algérie pour gérer et contenir cette situation "procèdent de ses inté-

rêts nationaux, en conformité avec ses engagements internationaux et dans le cadre de la coopération avec ses partenaires", a-t-il ajouté. M. Sayoud a également fait remarquer que le phénomène de la migration irrégulière "dépasse désormais les frontières et est organisé par des réseaux criminels internationaux activant dans plusieurs pays du bassin méditerranéen, impliqués dans le trafic de migrants, la traite humaine, le trafic des différents types de drogues et le blanchiment d'argent". Cette situation, a-t-il dit, "nécessite une approche commune et une coopération à plusieurs niveaux, dans l'intérêt de nos deux pays, conformément aux cadres et accords existants, qu'il est possible d'enrichir par des mécanismes supplémentaires à même d'atteindre les objectifs communs des deux parties". Il a ajouté que cela "requiert davantage de coordination en matière d'échange d'informations et de coopération opérationnelle, ce à quoi œuvrent nos services de sécurité en coopération avec leurs homologues espagnols". M. Sayoud, a, par ailleurs, mis en avant que la sécurité routière constitue également "une priorité absolue, en raison du nombre inquiétant de victimes d'accidents de la route", ajoutant que le programme lancé conjointement par les deux ministères constitue "une occasion précieuse et un espace privilégié pour partager nos expériences et méthodes d'intervention face à cette problématique en hausse constante". Pour sa part, le ministre espagnol de l'Intérieur, Fernando Grande Marlaska, a affirmé que l'Algérie est un partenaire clé et stratégique pour son pays, et que les défis communs auxquels sont confrontés les deux pays nécessitent une coopération, une coordination et la recherche de nouvelles approches qui les servent tous deux. Il a salué les relations diplomatiques entre les deux pays, soulignant l'excellente qualité des relations bilatérales et l'efficacité de la coordination entre les deux secteurs. Dans ce contexte, le ministre espagnol a aussi salué les efforts des autorités algériennes en matière de lutte contre la migration clandestine, de respect des droits de l'homme et de lutte contre les réseaux criminels.